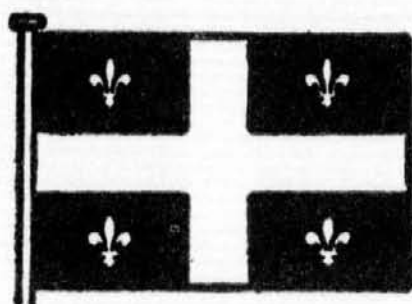




Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 mars 1960

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, March 5th, 1960

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 10034-60)

Agences d'Assurance R. Dupuis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Roland Dupuis, directeur de funérailles, d'Asbestos, Louise Bourdon et Lucille Roy, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurance, sous le nom de "Agences d'Assurance R. Dupuis Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 107, rue Noël, Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 10034-60)

Agences d'Assurance R. Dupuis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: Roland Dupuis, funeral director, of Asbestos, Louise Bourdon and Lucille Roy, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Agences d'Assurance R. Dupuis Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 107 Noël street, Asbestos, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16890-59)

Alma Air Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1959, constituant en corporation: Roland Simard, Germain Simard, tous deux mécaniciens, d'Alma, et Georges Kerr, fabricant de papier, de Naudville, pour les objets suivants:

Exploiter des services de transport aérien, sous le nom de "Alma Air Service Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 336, rue Scott, Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 10028-60)

Edmar Sportswear Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Tibor Weinberger, marchand, Emma Ansel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Tibor Weinberger, tous deux de Montréal Ouest, Leon Gawryn, marchand, et Pearl Bokor, ménagère, épouse séparée de biens dudit Leon Gawryn, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lainages et de vêtements d'hommes et de femmes, sous le nom de "Edmar Sportswear Contractors Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3655 Blvd. St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16916-59)

J. E. Poitras Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1959, constituant en corporation: Jean-Marie Poitras, courtier en assurances, Thérèse Michaud Poitras, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marie Poitras, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Guy Poitras, courtier en assurances, tous trois de Ste-Foy, et Aurore Paquet Poitras, veuve, ménagère, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et d'agents d'assurances, sous le nom de "J. E. Poitras Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

(A.G. 16890-59)

Alma Air Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1959, incorporating: Roland Simard, Germain Simard, both mechanics, of Alma, and Georges Kerr, papermaker, of Naudville, for the following purposes:

To direct an aerial transport service, under the name of "Alma Air Service Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 336 Scott street, Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10028-60)

Edmar Sportswear Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Tibor Weinberger, merchant, Emma Ansel, housewife, wife separate as to property of the said Tibor Weinberger, both of Montreal West, Leon Gawryn, merchant, and Pearl Bokor, housewife, wife separate as to property of the said Leon Gawryn, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in woollens, and in men's and women's clothing, under the name of "Edmar Sportswear Contractors Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3655 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16916-59)

J. E. Poitras Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1959, incorporating: Jean-Marie Poitras, insurance broker, Thérèse Michaud Poitras, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marie Poitras, and duly authorized by him for these presents, Guy Poitras, insurance broker, all three of Ste-Foy, and Aurore Poitras, widow, housewife, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "J. E. Poitras Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 17009-59)

J. Léon Levesque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: J.-Léon Levesque, industriel, Blanche Levesque, secrétaire, tous deux de Cabano, et Guy Renaud, comptable agréé, de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de liqueurs douces de toutes sortes, sous le nom de "J. Léon Levesque Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 15988-59)

J. René Hébert Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Gabriel Lapointe, avocat, Pauline Daigneault et Denise Siegfried, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier et agent de douanes, sous le nom de "J. René Hébert Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16992-59)

Lague Express Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: Gisèle Boutin, secrétaire, célibataire, Jean Cormier et Camille Messara, avocats, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, sous le nom de "Lague Express Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17009-59)

J. Léon Levesque Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December 1959, incorporating: J.-Léon Levesque, industrialist, Blanche Levesque, secretary, both of Cabano, and Guy Renaud, chartered accountant, of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business dealing in soft drinks of all kinds, under the name of "J. Léon Levesque Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15988-59)

J. René Hébert Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Gabriel Lapointe, advocate, Pauline Daigneault and Denise Siegfried, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as customs brokers and agents, under the name of "J. René Hébert Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16992-59)

Lague Express Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, incorporating: Gisèle Boutin, secretary, spinster, Jean Cormier and Camille Messara, lawyers, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in transportation, under the name of "Lague Express Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 17001-59)

Les Entreprises Lux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, de Montréal-Ouest, Marcel Landry, de Beloeil, tous deux avocats, et Rita Gevry, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce d'appareils électriques ou au gaz, sous le nom de "Les Entreprises Lux Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1840, rue Amherst, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 17015-59)

**Les Placements Collin Ltée
Collin Investment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, conseiller en loi de la Reine, Guy Letarte, tous deux de Ste-Foy, et André Trotier, de Charlesbourg, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de "Les Placements Collin Ltée — Collin Investment Ltd.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions communes de \$5 chacune et en 49,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 22, 1ère rue, nord, Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16989-59)

Les Produits Chimiques Empire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1959, constituant en corporation: Camil Noël, conseiller de la Reine, Claude Rioux, tous deux de Québec, et Jacques R. Alleyn, de Ste-Foy, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de préparations et produits chimiques, sous le nom de "Les Produits Chimiques Empire Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(A.G. 17001-59)

Les Entreprises Lux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Jean-Paul Bergeron, of Montreal-West, Marcel Landry, of Beloeil, both lawyers, and Rita Gevry, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in electrical or gas apparatus, under the name of "Les Entreprises Lux Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1840 Amherst street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17015-59)

**Les Placements Collin Ltée
Collin Investment Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, incorporating: Jean-H. Gagné, Queen's Counsel, Guy Letarte, both of Ste-Foy, and André Trotier, of Charlesbourg, all advocates, for the following purposes:

To act as a holding company, under the name of "Les Placements Collin Ltée — Collin Investment Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and into 49,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 22, 1st street, north, Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16989-59)

Les Produits Chimiques Empire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1959, incorporating: Camil Noël, Queen's Counsel, Claude Rioux, both of Quebec, and Jacques R. Alleyn, of Ste-Foy, all attorneys, for the following purposes:

To deal in all kinds of preparations and chemicals, under the name of "Les Produits Chimiques Empire Inc.", with a total capital stock of \$50,000 divided into 400 common shares of a par value of \$50 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14800-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux des Trois-Pistoles

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Théodore D'Amours, garagiste, Dr Jean-Marc D'Amours, dentiste, Gaston Pelletier, directeur de personnel, Rita Girard D'Amours, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Dr Jean-Marc D'Amours, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Charlemagne Côté, marchand, Simone Dionne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charlemagne Côté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Gabriel Babineau, télégraphiste, Alice D'Amours Renouf, veuve, ménagère, Paul-Étienne Rioux, voyageur de commerce, Armand Gagnon, marchand de chaussures, Raymond Morissette, ouvrier-menuisier, Roger Picard, livreur, et M. le Chanoine Louis-David Rioux, prêtre, curé, tous des Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Mettre à la disposition de la jeunesse des terrains de jeux bien organisés, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux des Trois-Pistoles".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera au Centre paroissial, rue Notre-Dame, Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

L'Oeuvre des Vocations Sacerdotales du Diocèse de Mont-Laurier

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1959, constituant en corporation "L'Oeuvre des Vocations Sacerdotales du Diocèse de Mont-Laurier".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Mont-Laurier.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le seize février 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53184-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 16924-59)

Lucien Lafrance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1959, constituant en corporation: Lucien Lafrance, plâtrier, Yvette Grenier Lafrance, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lucien Lafrance, et Émilien Martel, comptable, tous de Courville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Lucien Lafrance Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

(A.G. 14800-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux des Trois-Pistoles

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph-Théodore D'Amours, garage-keeper, Dr. Jean-Marc D'Amours, dentist, Gaston Pelletier, personnel director, Rita Girard D'Amours, housewife, wife contractually separate as to property of the said Dr. Jean-Marc D'Amours, and duly authorized by him for these presents, Charlemagne Côté, merchant, Simone Dionne, housewife, wife contractually separate as to property of the said Charlemagne Côté, and duly authorized by him for the se presents, Gabriel Babineau, telegraph-operator, Alice D'Amours Renouf, widow, housewife, Paul-Étienne Rioux, commercial traveller, Armand Gagnon, shoe-merchant, Raymond Morissette, joiner, Roger Picard, delivery-man, and Canon Louis-David Rioux, priest, pastor, all of Trois-Pistoles, for the following purposes:

To put at the disposal of youth well-organized play-grounds, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux des Trois-Pistoles".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at the parochial center, Notre-Dame street, Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Vocations Sacerdotales du Diocèse de Mont-Laurier

Notice is given that under the provisions of the Article 20 of the Roman Catholic Bishops' Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1959, incorporating "L'Oeuvre des Vocations Sacerdotales du Diocèse de Mont-Laurier".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Mont-Laurier.

Given at the office of the Provincial Secretary, on the sixteenth day of February, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53184-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 16924-59)

Lucien Lafrance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1959, incorporating: Lucien Lafrance, plasterer, Yvette Grenier Lafrance, housewife, wife separate as to property of the said Lucien Lafrance, and Émilien Martel, accountant, all of Courville, for the following purposes:

To carry on business as contractors, under the name of "Lucien Lafrance Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 63, rue de Provence, Courville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 17007-59)

Maid-Rite Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, de Montréal-ouest, Samuel H. Shriar, de St-Laurent, tous deux avocats, Mollie Schwartz et Margaret Johnson, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'habillements et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Maid-Rite Dress Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16998-59)

Mattagami Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: Raymond Boily, avocat, Andrée Dallaire et Pierrette Rhéaume, commis, filles majeures, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'hôtellerie, restaurants, théâtre, transport, construction, entrepôt frigorifique, forage, stations-service, garages, et le commerce de marchands généraux, sous le nom de "Mattagami Service Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$50 chacune, 200 actions privilégiées classe "A" de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées classe "B" de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16892-59)

Maurice Héroux Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1959, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, Albert Ouellette, tous deux de Verdun, et Roma Cousineau, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "Maurice Héroux Automobile Limitée", avec un capital

The head office of the company will be at 63 Provence street, Courville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17007-59)

Maid-Rite Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, incorporating: Murray B. Spiegel, of Montreal West, Samuel H. Shriar, of St-Laurent, both advocates, Mollie Schwartz and Margaret Johnson, both secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in garments and clothing of every sort, under the name of "Maid-Rite Dress Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16998-59)

Mattagami Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, incorporating: Raymond Boily, advocate, Andrée Dallaire and Pierrette Rhéaume, clerks, spinsters of the full age of majority, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in hotels, restaurants, a theater, transportation, construction, cold storage, drilling, service stations, garages, and the business as general merchants, under the name of "Mattagami Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each, 200 preferred "A" shares of \$50 each and into 200 preferred "B" shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16892-59)

Maurice Héroux Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1959, incorporating: Bernard Desjarlais, Albert Ouellette, both of Verdun, and Roma Cousineau, of Montreal, all lawyers, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garage-keepers, under the name of "Maurice Héroux Automobile Limitée", with

total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16765-59)

Meubles Lagacé Ltée
Lagacé Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1959, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, de Mont-Royal, Pierre Verdy, d'Outremont, tous deux avocats, et Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "Meubles Lagacé Ltée — Lagacé Furniture Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 10002-60)

Minerals & Chemicals (1960) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux et produits d'iceux, substances chimiques, produits agricoles, produits de la forêt, de carrière et de mines ou de la mer, des lacs et rivières, sous le nom de "Minerals & Chemicals (1960) Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1117 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 821, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16944-59)

Normont Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1959, constituant en corporation: David Goodman, Melvin Rothman, avocats, Dorothea Calver et Yvonne Bélanger, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16765-59)

Meubles Lagacé Ltée
Lagacé Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1959, incorporating: Georges-A. Pouliot, of Mount-Royal, Pierre Verdy, of Outremont, both advocates, and Gabrielle Lahaie, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Lagacé Ltée — Lagacé Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10002-60)

Minerals & Chemicals (1960) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of Côte-St-Luc, both advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in metals and the products thereof, chemicals, products of agriculture, the forest, quarry and mine or the sea, lakes and rivers, under the name of "Minerals & Chemicals (1960) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1117 St. Catherine Street West, room 821, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16944-59)

Normont Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1959, incorporating: David Goodman, Melvin Rothman, advocates, Dorothea Calver and Yvonne Bélanger, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Normont Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 17008-59)

Onit Building Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: Perry Meyer, d'Hampstead, Louis Feigenbaum, de St-Laurent, et Hyman Solomon, de Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Onit Building Supply Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16897-59)

Overseas Motors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1959, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, Sydney Sederoff, tous trois avocats, Helvi Pelkonen, teneuse de livres, Jo Ann Wedge, réceptionniste, Ruth Ostroff, secrétaire, toutes trois filles majeures, Hasso Heckelmueller, étudiant, Muriel Frances Dyall et Iris New, secrétaires, filles majeures, tous les neuf de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, de leurs pièces et accessoires, sous le nom de "Overseas Motors Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$10 chacune et 396 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16991-59)

Pettigrew Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: Eugène Lamoureux, comptable, André Trottier, comptable agréé, et Yolande Roy, sténographe, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

To deal in real estate, under the name of "Normont Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17008-59)

Onit Building Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, incorporating: Perry Meyer, of Hampstead, Louis Feigenbaum, of St-Laurent, and Hyman Solomon, of Mount Royal, all attorneys, for the following purposes:

To carry on the business of constructors and to deal in building materials, under the name of "Onit Building Supply Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16897-59)

Overseas Motors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1959, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, Sydney Sederoff, all three advocates, Helvi Pelkonen, bookkeeper, Jo Ann Wedge, receptionist, Ruth Ostroff, secretary, all three spinsters of the full age of majority, Hasso Heckelmueller, student, Muriel Frances Dyall and Iris New, secretaries, spinsters of the full age of majority, all nine of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and in their parts and accessories, under the name of "Overseas Motors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$10 each and 396 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16991-59)

Pettigrew Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959 incorporating: Eugène Lamoureux, accountant, André Trottier, chartered accountant, and Yolande Roy, stenographer, all of Sherbrooke, for the following purposes:

Commerce de matériaux de construction, d'ameublements et accessoires de magasin et, plus particulièrement, de tout genre de réfrigération commerciale, sous le nom de "Pettigrews Manufacturing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16914-59)

Pouliot Auto Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: Henri Pouliot, garagiste, de Renaud, Rémi Geoffrion et Jean-Maurice Charbonneau, tous deux avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "Pouliot Auto Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Renaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16938-59)

Professional Investment Associates, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1959, constituant en corporation: Carol Jones, secrétaire, fille majeure, de Westmount, Nathan Abraham Levitsky, avocat, de Mont-Royal, et Arthur Garvis, étudiant en droit, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Professional Investment Associates, Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 57 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 10250-60)

Purity Water Products Ltd. Les Produits Aqueux Purity Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1960, constituant en corporation: Robert L. McClintock, vendeur, Vincent Garneau, avocat, et Mlle Cécile Bernier, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

To deal in construction materials, store furnishings and accessories, and particularly in all kinds of commercial refrigeration, under the name of "Pettigrews Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$40 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16914-59)

Pouliot Auto Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, incorporating: Henri Pouliot, garage-keeper, of Renaud, Rémi Geoffrion and Jean-Maurice Charbonneau, both advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and to act as garage-keepers, under the name of "Pouliot Auto Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Renaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16938-59)

Professional Investment Associates, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1959, incorporating: Carol Jones, secretary, fille majeure, of Westmount, Nathan Abraham Levitsky, advocate, of Mount Royal, and Arthur Garvis, law-student, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Professional Investment Associates, Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 57 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10250-60)

Purity Water Products Ltd. Les Produits Aqueux Purity Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January 1960, incorporating: Robert L. McClintock, salesman, Vincent Garneau, lawyer, and Miss Cécile Bernier, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de machines et de produits chimiques servant à purifier l'eau, sous le nom de "Purity Water Products Ltd.—Les Produits Aqueux Purity Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 17012-59)

Quebec Reinforcing Steel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Philippe Ferland, avocat, de Sillery, Yolande Sanfaçon, secrétaire, fille majeure, de Charlesbourg-Ouest, et Jeannette Lacasse, sténodactylographe, fille majeure, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Quebec Reinforcing Steel Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1160, avenue Belvédère, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16979-59)

Rapids Shopping Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de Mont-Royal, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de Verdun, et Theodore William Martinson, commis de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Rapids Shopping Centre Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au par value de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16810-59)

Rellim Uniform Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1959, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Benjamin J. Greenberg, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et Pamela Williamson, secrétaire, célibataire, de Verdun, pour les objets suivants:

To carry on business dealing in machines and chemical products for purifying water, under the name of "Purity Water Products Ltd.—Les Produits Aqueux Purity Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17012-59)

Quebec Reinforcing Steel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Philippe Ferland, lawyer, of Sillery, Yolande Sanfaçon, secretary, fille majeure of Charlesbourg-West, and Jeannette Lacasse, stenotypist, fille majeure, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction materials, under the name of "Quebec Reinforcing Steel Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1160 Belvedere avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16979-59)

Rapids Shopping Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of Mount-Royal, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, of Verdun, and Theodore William Martinson, clerk, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Rapids Shopping Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16810-59)

Rellim Uniform Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1959, incorporating: Louis H. Rohrlick, Queen's Counsel, of Westmount, Benjamin J. Greenberg, of Côte St-Luc, both advocates, and Pamela Williamson, secretary, spinster, of Verdun, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements uniformes, sous le nom de "Rellim Uniform Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16961-59)

Renodiffusion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1959, constituant en corporation: Rénald Hénault, technicien en télévision, Marielle Achim, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rénald Hénault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gérard Hénault, technicien en télévision, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des postes récepteur de radiodiffusion et de télévision et exercer le commerce d'appareils de radio, de télévision et d'accessoires électriques, sous le nom de "Renodiffusion Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4362, rue Bourbonnière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 10039-60)

Richelieu Milk Tankers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Raymond Lette, de Hampstead, Louis Vaillancourt et Hélène Gélinais, célibataire majeure, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de transport de lait, sous le nom de "Richelieu Milk Tankers Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, boulevard Richelieu, Richelieu, comté de Rouville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16953-59)

Rosemount Gas & Oil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1959, constituant en corporation: Marcel Hamelin, marchand, André-

To deal in all kinds of uniforms, under the name of "Rellim Uniform Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16961-59)

Renodiffusion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1959, incorporating: Rénald Hénault, television technician, Marielle Achim, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rénald Hénault, and duly authorized by him for these presents and Gérard Hénault, television technician, all of Montreal, for the following purposes:

To direct broadcasting and television receiving stations and to carry on business dealing in apparatus for radio and television and electrical accessories, under the name of "Renodiffusion Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4362 Bourbonnière street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10039-60)

Richelieu Milk Tankers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Raymond Lette, of Hampstead, Louis Vaillancourt and Hélène Gélinais, spinster of the full age of majority, both of Montreal, all lawyers, for the following purposes:

To direct a milk transportation enterprise, under the name of "Richelieu Milk Tankers Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 400 Richelieu Boulevard, Richelieu, county of Rouville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16953-59)

Rosemount Gas & Oil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1959, incorporating: Marcel Hamelin, merchant, André-Lucien Ha-

Lucien Hamelin, inspecteur, et Cécile Lizotte Hamelin, marchande, épouse commune en biens dudit Marcel Hamelin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles, sous le nom de "Rosemount Gas & Oil Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16889-59)

**Saguenay Salvage Ltd.
Saguenay Récupération Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1959, constituant en corporation: Adrien Harvey, marchand, Noëlla Savard Harvey, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Adrien Harvey, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux d'Alma, et J.-Robert Kaine, gérant, de Isle Maligne, pour les objets suivants:

Industrie, commerce et réparation d'instruments aratoires, véhicules et appareils à moteur, appareils électriques et matériaux de construction, sous le nom de "Saguenay Salvage Ltd.—Saguenay Récupération Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 420, rue St-Joseph, Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16790-59)

St-Aubin Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1959, constituant en corporation: Mlle Madeleine Chartrand, secrétaire, Guy Godard, avocat, et Louis Godard, courtier d'assurance, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "St-Aubin Automobiles Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16940-59)

Samcy Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

melin, inspector, and Cécile Lizotte Hamelin, merchant, wife common as to property of the said Marcel Hamelin, and duly authorized by him for these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in fuels, under the name of "Rosemount Gas & Oil Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16889-59)

**Saguenay Salvage Ltd.
Saguenay Récupération Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1959, incorporating: Adrien Harvey, merchant, Noëlla Savard Harvey, housewife, wife contractually separate as to property of the said Adrien Harvey, and duly authorized by him for these presents, both of Alma, and J.-Robert Kaine, manager, of Isle Maligne, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in the reparation of farming implements, vehicles and motor apparatus, electrical apparatus, and construction materials, under the name of "Saguenay Salvage Ltd.—Saguenay Récupération Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 420 St. Joseph street, Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16790-59)

St-Aubin Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December 1959, incorporating: Miss Madeleine Chartrand, secretary, Guy Godard, lawyer, and Louis Godard, insurance broker, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garage-keepers, under the name of "St-Aubin Automobiles Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16940-59)

Samcy Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-deux décembre 1959, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, conseiller de la Reine, de Westmount, Benjamin J. Greenberg, de Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Pamela Williamson, secrétaire, célibataire, de Verdun, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements, sous le nom de "Samcy Investments Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16922-59)

Sam's Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, de Côte St-Luc, Irving L. Adessky et Moe Moscovitch, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Sam's Sportswear Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 1003-6)

Security Hardware Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Marc Beaudoin, étudiant en droit, de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île-Perrot, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de fer et d'acier, sous le nom de "Security Hardware Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16949-59)

S. E. Desmarais & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1959, constituant en corporation: Gérard Desmarais, commerçant, Paul Desmarais, commis, et Jérôme Desmarais, comptable, tous de Richmond, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, et agir comme marchand de bois, sous le nom de "S. E. Desmarais & Cie Ltée", avec

second day of December, 1959, incorporating: Louis H. Rohrlück, Queen's Counsel, of Westmount, Benjamin J. Greenberg, of Côte-St-Luc, both advocates, and Pamela Williamson, secretary, spinster, of Verdun, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Samcy Investments Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16922-59)

Sam's Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1959, incorporating: Charles Brownstein, of Côte-St-Luc, Irving L. Adessky and Moe Moscovitch, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in men's, women's and children's clothing, under the name of "Sam's Sportswear Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 1,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10030-60)

Security Hardware Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Marc Beaudoin, student at law, of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of l'Île-Perrot, for the following purposes:

To deal in iron and steel products, under the name of "Security Hardware Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16949-59)

S. E. Desmarais & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December 1959, incorporating: Gérard Desmarais, trader, Paul Desmarais, clerk, and Jérôme Desmarais, accountant, all of Richmond, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction materials, and to act as wood merchants, under the name of "S. E. Desmarais & Cie Ltée", with

un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16424-59)

Service des Loisirs St-Pie X, de St-Martin

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Bruno Vincent, technicien-dentiste, Jean-Louis Léger, avocat, et André Baraby, gérant, tous de St-Martin, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Saint Pie X, à St-Martin, sous le nom de "Service des Loisirs St-Pie X, de St-Martin".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Martin, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 16772-59)

Solid Builders Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, de Côte St-Luc, Irving L. Adessky et Moe Moscovitch, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux, et agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Solid Builders Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 10027-60)

Tallon & Bonapace Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Gerald Ryan, avocat, Alfred Leclerc, comptable, tous deux de Noranda, et Denise Corriveau, secrétaire, célibataire, de Rouyn, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs, sous le nom de "Tallon & Bonapace Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 6,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Richmond, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16424-59)

Service des Loisirs St-Pie X, de St-Martin

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Bruno Vincent, technician-dentist, Jean-Louis Léger, lawyer, and André Baraby, manager, all of St-Martin, for the following purposes:

To develop the leisure time in the parish of Saint-Pie X, at St-Martin, under the name of "Service des Loisirs St-Pie X, de St-Martin".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Martin, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16772-59)

Solid Builders Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1959, incorporating: Charles Brownstein, of Côte St-Luc, Irving L. Adessky and Moe Moscovitch, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, and to act as an investment company, under the name of "Solid Builders Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10027-60)

Tallon & Bonapace Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Gerald Ryan, lawyer, Alfred Leclerc, accountant, both of Noranda, and Denise Corriveau, secretary, spinster, of Rouyn, for the following purposes:

To act as constructors, under the name of "Tallon & Bonapace Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 10031-60)

Trapeze Shoes Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Marc Beaudoin, étudiant en droit, de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île-Perrot, pour les objets suivants:

Faire le commerce de souliers pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Trapeze Shoes Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 10029-60)

Walnut Products Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Marguerite Dadd, secrétaire, célibataire, fille majeure, Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous trois avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plastiques, synthétiques, laine, coton, rayonne et toute autre substance fibreuse et leurs mélanges, sous le nom de "Walnut Products Corporation", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 450 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 20, 1374 rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

(P.G. 16936-59)

Willroth Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1959, constituant en corporation: Baruch Pollack, de Montréal, Isidore Greenbaum, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de "Willroth Investment Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10031-60)

Trapeze Shoes Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Marc Beaudoin, student-at-law, of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile-Perrot, for the following purposes:

To deal in men's ladies' and children's shoes, under the name of "Trapeze Shoes Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10029-60)

Walnut Products Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Marguerite Dadd, secretary, spinster of the full age of majority, Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all three advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in plastics, synthetics, wool, cotton, rayon or any other fibrous material or mixtures thereof, under the name of "Walnut Products Corporation", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 450 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 20, 1374 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16936-59)

Willroth Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1959, incorporating: Baruch Pollack, of Montreal, Isidore Greenbaum, of Côte St-Luc, both advocates, and Morris Shuter, accountant, of St-Laurent, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Willroth Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53184-o Acting Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

HARRISSON VS MONTAGNE

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 9704. Dame Rose Alma Harrison, épouse de Gaston Montagne, menuisier de Cowansville, district de Bedford a formé contre son mari une demande en séparation de biens. Sweetsburg, le 24 février 1960.

Les Procureurs de la demanderesse,
**LIZOTTE, MARCHESSAULT
TOTH & THERRIAULT.**

53186-o

PELCHAT VS FORGUES

Canada, Province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, N° 100-451. Marie Berthe Pelchat, demanderesse, vs Joseph Forgues, défendeur.

Prenez avis que Dame Marie Berthe Pelchat épouse de Joseph Forgues, domicilié à 12 rue Ste-Marie, Lévis, ancien militaire, a formé contre son mari une demande en séparation de corps et de biens.

Québec, le 22 février 1960.

Le Procureur de la demanderesse,
RAYNOLD BÉLANGER.

53187-o

Actions for separation as to property

HARRISSON VS MONTAGNE

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 9704. Dame Rose Alma Harrison, wife of Gaston Montagne, carpenter of Cowansville, district of Bedford has instituted an action in separation as to property.

Sweetsburg, February 24th, 1960.

**LIZOTTE MARCHESSAULT,
TOTH & THERRIAULT,**
Attorneys for plaintiff.

53186-o

PELCHAT VS FORGUES

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 100-451. Marie Berthe Pelchat, plaintiff, vs Joseph Forgues, defendant.

Take notice that Dame Marie Berthe Pelchat, wife of Joseph Forgues, domiciled at 12 St-Marie Street, Lévis, ex-military man, has instituted an action for separation as to bed and board against her husband.

Quebec, February 22, 1960.

RAYNOLD BÉLANGER,
Attorney for the Plaintiff.

53187

Avis divers

L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE TRANSPORT DE VILLE ST-PIERRE

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Transport de Ville St-Pierre", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le onze août 1959.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

53189-o

(P.G. 13335-58)

CAPITAL DEVELOPMENTS INC.

Règlement numéro 6

Un règlement qui diminue le nombre des directeurs de la compagnie de cinq (5) à trois (3).

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie, ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de cinq (5) à trois (3).

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Certifié comme étant une copie véritable du règlement numéro 6 de "Capital Developments Inc.", dûment décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le 12e jour de novembre 1959, et sanctionné, approuvé et confirmé par le vote d'au moins les deux-tiers (cent pour cent) en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale.

Miscellaneous notices

L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE TRANSPORT DE VILLE ST-PIERRE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Transport de Ville St-Pierre" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August eleventh, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

53189

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13335-58)

CAPITAL DEVELOPMENTS INC.

By-law number 6

A by-law to reduce the number of directors of the company from five (5) to three (3).

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of the company as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby reduced from five (5) to three (3).

2. The by-laws of the company be and the same are hereby amended to agree with the foregoing.

Certified to be a true copy of by-law number of "Capital Developments Inc.", duly enacted at a meeting of the directors of the said Company held on the 12th day of November, 1959, and sanctioned, approved and confirmed by the vote of at least two-thirds (one hundred per cent) in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the

rale spéciale des actionnaires de la compagnie, dûment convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le 12e jour de novembre 1959.

Montréal, P.Q., 17 novembre 1959.

(Sceau)

53190

Le Secrétaire,

C. NICOL.

(P.G. 10544-59)

SALES SITES CORPORATION

Règlement No. 23

"Sur une motion dûment proposée, secondée et adoptée à l'unanimité, il a été résolu d'amender le règlement N° 3, paragraphe (a) de la compagnie, en augmentant le nombre de directeurs de trois à quatre."

Sanctionné et confirmé par un vote unanime donné à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Sales Sites Corporation", représentant toutes les actions émises par la compagnie, dûment convoquée pour étudier l'amendement dudit règlement, et tenu dans la cité de Montréal, le 18e jour de janvier 1960.

Le Secrétaire,

HARRY H. KLIGER.

53191

(P.G. 10663-57)

MONTREAL CHAPTER, THE NATIONAL SECRETARIES ASSOCIATION (INTERNATIONAL)

Règlement "A"

(qui augmente le nombre de directeurs de dix à quatorze).

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Montreal Chapter, The National Secretaries Association (International)", ce qui suit:

Section 1 of section 2 de l'article IX des règlements généraux de "Montreal Chapter, The National Secretaries Association (International)", ce qui suit:

"Article IX

Conseil d'administration

Section 1.— Les affaires du Chapitre seront administrées par un conseil de quatorze (14) directeurs (quelques fois désigné comme le "Conseil" dans ces règlements généraux), cinq (5) d'entre eux seront respectivement: Président, Vice-président, Secrétaire-archiviste, Secrétaire-correspondancier et Trésorier.

Section 2.— Les directeurs seront élus à l'assemblée générale annuelle et la procédure pour leur nomination et élection sera telle que déterminée dans l'article XII de ces règlements généraux."

Je la soussignée Muriel Jeffery, secrétaire-archiviste de "Montreal Chapter, The National Secretaries Association (International)" certifie, par les présentes, sous ma signature et le sceau du chapitre que le précédent règlement a été dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration du chapitre tenue le 6 octobre 1959 et a été dûment ratifié, sanctionné et confirmé par plus des deux-tiers des membres du chapitre à une assemblée tenue le 25 octobre 1959, et dûment convoquée aux fins de le considérer.

(Sceau)

Et j'ai signé:

53201

MURIEL JEFFERY.

shareholders of the company duly called for considering the said by-law and held on the 12th day of November, 1959.

Montreal, P.Q., November 17th, 1959.

(Seal)

53190-o

C. NICOL,

Secretary.

(A.G. 10544-59)

SALES SITES CORPORATION

By-law No. 23

"Upon motion duly moved and seconded and carried unanimously, it was resolved to amend by-law No. 3, paragraph (a) of the company, by increasing the number of directors from three to four."

Sanctioned and confirmed by the unanimous vote cast at a special general meeting of the shareholders of "Sales Sites Corporation", representing all the issued shares of the company, duly called for considering the amendment to the said by-law, and held in the city of Montreal, on the 18th day of January, 1960.

HARRY H. KLIGER,

Secretary.

53191

(A.G. 10663-57)

MONTREAL CHAPTER, THE NATIONAL SECRETARIES ASSOCIATION (INTERNATIONAL)

By-law "A"

(increasing the number of directors from ten to fourteen).

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Montreal Chapter, The National Secretaries Association (International)", as follows:

Section 1 and Section 2 of article IX of the general by-laws of "Montreal Chapter, The National Secretaries Association (International)" be and are hereby amended to read as follows:

"Article IX

Board of Directors

Section 1.— The affairs of the Chapter shall be managed by a board of fourteen (14) directors (in these general by-law sometimes referred to as "the board"), five (5) of whom shall be the President, Vice-President, Recording Secretary, Corresponding Secretary and the Treasurer, respectively.

Section 2.— The Directors shall be elected at the annual general meeting and the procedure for their nomination and election shall be as set out in article XII of these general by-laws."

I, the undersigned, Muriel Jeffery, Recording Secretary of "Montreal Chapter, The National Secretaries Association (International)" do hereby certify under my hand and the seal of the chapter that the foregoing by-law was duly enacted at a meeting of the board of directors of the chapter held on October 6th, 1959 and was duly ratified, sanctioned and confirmed by more than two-thirds of the members of the chapter at a meeting held on October 25th, 1959 and duly convened for the purpose of considering the same.

(Seal)

And I have signed:

MURIEL JEFFERY.

(P.G. 10780-60)

ST. LAWRENCE WAREHOUSE INC.

Règlement Treize

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois (3) à quatre (4), les directeurs en fonction ont le droit d'élire un directeur supplémentaire pour le reste du terme d'office, et que les règlements de la compagnie soient amendés pour s'y conformer.

Copie véritable certifiée, ce 4e jour de décembre 1959.

53202

Le Secrétaire,
R. deWOLFE MacKAY.

(A.G. 10780-60)

ST. LAWRENCE WAREHOUSE INC.

By-law Thirteen

That the number of directors of the company be increased from three (3) to four (4), the directors in office to have the right to elect the additional director for the remainder of the term, and that the by-laws of the company be amended in accordance herewith.

Certified true copy, this 4th day of December, 1959.

53202-o

R. deWOLFE MacKAY,
Secretary.

(P.G. 12649-58)

LA CLINIQUE DE RÉHABILITATION
POUR ENFANTS HANDICAPÉS INC.
THE CLINIC OF REHABILITATION
FOR HANDICAPPED CHILDREN INC.

Extrait du règlement N° 1 (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté à une assemblée spéciale des membres tenue le 3 février 1960, concernant la réduction du nombre des directeurs de 35 à 20:

"13.—Le bureau de direction — Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de vingt membres."

Pour copie conforme

Le Procureur de la corporation,
53203-o MAURICE LANGLOIS, C.R.

(A.G. 12649-58)

THE CLINIC OF REHABILITATION
FOR HANDICAPPED CHILDREN INC.
LA CLINIQUE DE RÉHABILITATION
POUR ENFANTS HANDICAPÉS INC.

Extract of by-law No 1 (general by-laws) of the above-mentioned corporation, as adopted at a special meeting of the members held February 3rd, 1960, concerning the reduction of the number of directors from 35 to 20:

"13.—The board of directors — The affairs of the corporation will be administered by a board of directors composed of twenty members."

Certified true copy.

MAURICE LANGLOIS, Q.C.,
53203 Attorney for the corporation.

(P.G. 11260-58)

MANSIONS RADIO LIMITED

Règlement spécial "B" (1958)

Augmentation du nombre de directeurs

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois (3) à cinq (5); et

2. Le règlement trois, tel qu'amendé est, par les présentes, modifié pour s'y conformer.

Vraie copie certifiée d'un règlement adopté par les directeurs le 4 décembre 1958 et approuvé par les actionnaires le 4 décembre 1958 réunis en assemblée générale spéciale et représenté par 4,000 actions ordinaires et 200 actions privilégiées.

Montréal, le 4 décembre 1958.

(Seal) Le Secrétaire-trésorier,
53209-o PAUL MIGNAULT.

(A.G. 11260-58)

MANSIONS RADIO LIMITED

Special by-law "B" (1958)

Increase in number of directors

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. That the number of directors of the company is hereby increased from three (3) to five (5); and

2. That by-law three, as amended, is hereby amended accordingly.

Certified true copy of a by-law adopted by the Directors on December 4, 1958 and approved by the shareholders on December 4, 1958 at a special general meeting and represented by 4,000 common shares and 200 preferred shares.

Montreal, December 4, 1958.

(Seal) PAUL MIGNAULT,
53209-o Secretary-Treasurer.

(P.G. 11763-58)

REDBROOKE ESTATES LTD.

Règlement N° 27

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie:

1° Que le nombre de membres du conseil d'administration de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq (3-5) et que quatre (4) d'entre eux formeront un quorum;

2° Que l'avis d'assemblée du conseil d'administration sera donné par écrit dix (10) jours francs avant une telle assemblée.

3° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour concorder avec le précité.

Vraie copie certifiée du règlement N° 27 dûment décrété par les directeurs de la compa-

(A.G. 11763-58)

REDBROOKE ESTATES LTD.

By-law No. 27

Be it enacted, and it is hereby enacted as a by-law of the company:

1. The number of the board of directors of the company be and it is hereby increased from three to five (3-5) and four (4) of whom shall form a quorum;

2. Notice of meeting of the board of directors shall be given in writing ten (10) clear days before such meeting.

3. The by-laws of the company be and are hereby amended to accord with the foregoing.

Certified true copy of by-law No. 27 duly enacted by the directors of the company at a

gnie à une assemblée tenue à Montréal, le 2e jour de février 1960 et unanimement approuvé et confirmé par les actionnaires de la compagnie à une assemblée tenue à Montréal, le 2e jour de février 1960 à laquelle assemblée tous les actionnaires étaient présents.

53210-o Le Secrétaire,
CLAUDE MARCHAND.

BELLETERRE QUEBEC MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Règlement N° 12

Un règlement pour autoriser la distribution d'actif de la compagnie

Qu'il soit et il est, par les présentes décrété ce qui suit:

1. L'actif de la compagnie sera distribué au *pro rata* entre ses actionnaires, conformément à leurs droits et intérêts respectifs.

2. Les officiers désignés de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés, pour et en faveur et au nom de la compagnie, à signer, et exécuter et délivrer, et apposer le sceau de la compagnie à tous tels actes, ententes, documents, instruments et écrits et faire et exécuter ou voir à ce que soit fait ou exécuter tous tels actes et choses, qu'ils peuvent, à leur discrétion, considérer être nécessaires aux fins d'exécuter et effectuer la distribution de son actif entre ses actionnaires, conformément aux précédentes dispositions de ce règlement.

Je, le soussigné secrétaire de "Belleterre Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie, que le précédent est une copie véritable et authentique du règlement N° 12 de la compagnie décrété et passé par le Conseil d'administration de la compagnie à son assemblée dûment et régulièrement tenue le 13e jour de novembre 1959, et approuvé, ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment et régulièrement tenue le 3e jour de décembre 1959.

Daté à Toronto, ce 4e jour de décembre 1959.

(Sceau)
53234

Le Secrétaire,
F. T. McKINNEY.

meeting held in Montreal, the 2nd day of February 1960 and unanimously approved and confirmed by the shareholders of the company at a meeting held in Montreal, the 2nd day of February 1960 at which meeting all the shareholders were present.

53210 CLAUDE MARCHAND,
Secretary.

BELLETERRE QUEBEC MINES LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law No. 12

A By-law to authorize the distribution of the Company's assets

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The assets of the company shall be distributed *rateably* amongst its shareholders in accordance with their respective rights and interests.

2. The proper officers of the company are hereby authorized and directed, for and on behalf and in the name of the company, to sign, execute and deliver, and affix the seal of the company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and to do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its shareholders in accordance with the foregoing provisions of this By-law.

I, the undersigned secretary of "Belleterre Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), hereby certify under the corporate seal of the company that the foregoing is a true and correct copy of By-law No. 12 of the company enacted and passed by the board of directors of the company at a meeting thereof duly and regularly held on the 13th day of November, 1959, and approved, ratified and confirmed at a special general meeting of the shareholders of the company duly and regularly held on the 3rd day of December, 1959.

Dated at Toronto, this 4th day of December, 1959.

(Seal)
53234-o

F. T. McKINNEY,
Secretary.

Chartes — Abandon de

HARMONY ENTERPRISES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Harmony Enterprises Ltd.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour de février 1960.

53192 Les Procureurs de
Harmony Enterprises Ltd.,
SHENKER & TEITELBAUM.

**PRIDE O'GLEN KNITTING MILLS
OF CANADA LIMITED**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Pride O'Glen Knitting Mills of Canada

Charters — Surrender of

HARMONY ENTERPRISES LTD.

Notice is hereby given that "Harmony Enterprises Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of February, 1960.

53192-o SHENKER & TEITELBAUM,
Attorneys for
Harmony Enterprises Ltd.

**PRIDE O'GLEN KNITTING MILLS
OF CANADA LIMITED**

Notice is hereby given that "Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited", incorporated

Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 24e jour de février 1960.

53193 Le Secrétaire,
SAUL ROSEMAN.

**BEAUSÉJOUR & CONNOLLY
CONSTRUCTION INC.**

Prenez avis que la compagnie "Beauséjour & Connolly Construction Inc." demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 30 janvier 1960.

(Sceau) Le Secrétaire,
53194-o J. CONNOLLY.

BRUNET GROCETERIA LTÉE

Prenez avis que la compagnie "Brunet Groceteria Ltée", demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte, en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à St-Lambert, ce 28ième jour de janvier 1960.

(Sceau) Le Président,
53195-o LIONEL BRUNET.

**QUEBEC AMMONIA & GAS
EXPLORATION LIMITED**

Prenez avis que la compagnie "Quebec Ammonia & Gas Exploration Limited", demandera au procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
53196-o Me ANDRÉ BÉGIN.

**HOUSEHOLD SUNDRY SPECIALTIES
CO INC.**

Avis est par les présentes donné que "Household Sundry Specialties Co. Inc.", qui a son bureau principale dans les cité et district de Montréal, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 8 décembre 1959.

Household Sundry Specialties Co. Inc.
Par: Le Président,
(Signé) E. A. REID.

Mes. Crestohl, Tinkoff, Seal & Crestohl,
Procureur de la requérante,
1454 rue de la Montagne,
Montréal 25, Québec. 53198-o

**BELLETERRE QUEBEC MINES, LIMITED
(No Personal Liability)**

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Belleterre Quebec Mines, Limited" (No Personal Liability), donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Belleterre, P. Q., le 4 décembre 1959.
(Sceau) Le Secrétaire,
53234-o F. T. McKINNEY.

under the Quebec Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of February, 1960.

53193-o SAUL ROSEMAN,
Secretary.

**BEAUSÉJOUR & CONNOLLY
CONSTRUCTION INC.**

Take notice that the company "Beauséjour & Connolly Construction Inc." will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Montreal, January 30, 1960.

(Seal) J. CONNOLLY,
53194 Secretary.

BRUNET GROCETERIA LTÉE

Notice is hereby given that "Brunet Groceteria Ltée", will apply for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at St-Lambert, this 28th day of January 1960.

(Seal) LIONEL BRUNET,
53195-o President.

**QUEBEC AMMONIA & GAS
EXPLORATION LIMITED**

Notice is hereby given that the "Quebec Ammonia & Gas Exploration Limited", will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Me ANDRÉ BÉGIN,
53196-o Attorney for the company.

**HOUSEHOLD SUNDRY SPECIALTIES
CO. INC.**

Notice is hereby given that "Household Sundry Specialties Co. Inc.", which has its head office in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, December 8, 1959.

Household Sundry Specialties Co. Inc.
Per (Signed) E. A. REID,
President.

Mtres. Crestohl, Tinkoff, Seal & Crestohl,
Attorneys for Petitioner,
1454 Mountain Street,
Montreal 25, Que. 53198-o

**BELLETERRE QUEBEC MINES, LIMITED
(No Personal Liability)**

Under the provisions of the Quebec Companies Act, as amended, "Belleterre Quebec Mines, Limited" (No Personal Liability), hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Belleterre, Quebec, December 4, 1959.
(Seal) F. T. McKINNEY,
53234-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 171-60)

GENEFAX LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que "Genefax Limited", une compagnie à fonds social étrangère, constituée en corporation en Angleterre, en vertu de la Loi des compagnies, 1908 à 1917 et de la Loi des compagnies, 1948, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fond social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 164 avenue Metcalfe, en la cité de Westmount, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. George T. Tamaki, a/s Stikeman & Elliott, Édifice de la Banque du Canada, 901 Carré Victoria, en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53184 RAYMOND DOUVILLE.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 171-60)

GENEFAX LIMITED

Notice is hereby given that "Genefax Limited", an extra-provincial company incorporated in England in virtue of The Companies Acts, 1908 to 1917, and The Companies Act, 1948, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 164, Metcalfe Avenue, in the city of Westmount, judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. George T. Tamaki, c/o Stikeman & Elliott, Bank of Canada Building, 901 Victoria Square, in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53184-o Assistant Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

(P.G. 13447-59)

MANOR CONSTRUCTION LTD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Manor Construction Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 janvier 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 15841-59)

N. & A. FILM & AMUSEMENT CORPORATION

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "N. & A. Film & Amusement Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14 juillet 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRÉNETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 13447-59)

MANOR CONSTRUCTION LTD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Manor Construction Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 27, 1958.

Notice is also given that from and after February fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15841-59)

N. & A. FILM & AMUSEMENT CORPORATION

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "N. & A. Film & Amusement Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 14, 1948.

Notice is also given that from and after February fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14706-58)

PETIT TEXTILES LIMITED

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Petit Textiles Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13 octobre 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 14706-58)

PETIT TEXTILES LIMITED

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Petit Textiles Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 13, 1955.

Notice is also given that from and after February fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10156-59)

ST. LAWRENCE VINEGAR COMPANY

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Lawrence Vinegar Company", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 mars 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 10156-59)

ST-LAWRENCE VINEGAR COMPANY

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St-Lawrence Vinegar Company", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 25, 1927.

Notice is also given that from and after February fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11798-59)

AUTOMATION PRODUCTS INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Automation Products Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 3 août 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 11798-59)

AUTOMATION PRODUCTS INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Automation Products Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 3rd, 1956.

Notice is also given that from and after February 15th, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14706-59)

CITY HOUSE FURNITURE INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "City House Furniture Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 mars 1932.

(A.G. 14706-59)

CITY HOUSE FURNITURE INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "City House Furniture Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 17th, 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 12693-59)

HUTCHISON GROCERY & PROVISIONS LTD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hutchison Grocery & Provisions Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 21 février 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 14978-59)

J. A. GOSSELIN SALES LTD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "J. A. Gosselin Sales Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 février 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 15535-59)

LIDO DEVELOPMENT CORPORATION

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lido Development Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 février 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after February 15, 1960 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12693-59)

HUTCHISON GROCERY & PROVISIONS LTD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hutchison Grocery & Provisions Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 21st, 1949.

Notice is also given that from and after February 15, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14978-59)

J. A. GOSSELIN SALES LTD.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. A. Gosselin Sales Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 7th, 1955.

Notice is also given that from and after February 15, 1960 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15535-59)

LIDO DEVELOPMENT CORPORATION

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lido Development Corporation", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 23rd, 1957.

Notice is also given that from and after February 15, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14448-59)

LA SALLE TEXTILES INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Salle Textiles Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 19 décembre 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 14448-59)

LA SALLE TEXTILES INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Salle Textiles Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 19, 1942.

Notice is also given that from and after February twenty-ninth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15496-59)

LA PETITE SYMPHONIE DE MONTRÉAL
THE LITTLE SYMPHONY OF MONTREAL

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la corporation "La Petite Symphonie de Montréal — The Little Symphony of Montreal", constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 20 octobre 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite corporation a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 15496-59)

THE LITTLE SYMPHONY OF MONTREAL
LA PETITE SYMPHONIE DE MONTRÉAL

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Petite Symphonie de Montréal — The Little Symphony of Montreal", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 20, 1942.

Notice is also given that from and after February twenty-ninth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16266-59)

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE
D'YAMASKA LIMITÉE

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 19 novembre 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 16266-59)

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE
D'YAMASKA LIMITÉE

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated November 19, 1920.

Notice is also given that from and after February twenty-ninth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16963-59)

INTERNATIONAL ELECTRIC
ROUYN LIMITED

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur

(A.G. 16963-59)

INTERNATIONAL ELECTRIC
ROUYN LIMITED

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the sur-

général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "International Electric Rouyn Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 avril 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 14449-59)

EARL F. O'MARA & COMPANY LIMITED

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Earl F. O'Mara & Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 3 novembre 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 14159-58)

AIR TACKER CO. INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Air Tacker Co. Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 avril 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(P.G. 10534-56)

STANLEY ENTERPRISES INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Stanley Enterprises Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 février 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

render of the charter of the company "International Electric Rouyn Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 5, 1949.

Notice is also given that from the after February twenty-ninth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14449-59)

EARL F. O'MARA & COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Earl F. O'Mara & Company Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated November 3, 1954.

Notice is also given that from and after February twenty-ninth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14159-58)

AIR TACKER CO. INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Air Tacker Co. Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 26, 1955.

Notice is also given that from and after February twenty-ninth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10534-56)

SANTLEY ENTERPRISES INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Stanley Enterprises Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 7th, 1950.

Notice is also given that from and after February 29, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11672-58)

STERLING SHIRT & OVERALL LIMITED

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sterling Shirt & Overall Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 novembre 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 11672-58)

STERLING SHIRT & OVERALL LIMITED

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sterling Shirt & Overall Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 26th, 1934.

Notice is also given that from and after February 29th, 1960 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General

(P.G. 14459-59)

STERLING LANDS LIMITED

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sterling Lands Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 juillet 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 14459-59)

STERLING LANDS LIMITED

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sterling Lands Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 26th, 1945.

Notice is also given that from and after February 29, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13738-59)

PLAGE STE-ROSE LIMITÉE

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Plage Ste-Rose Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13 juillet 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

(A.G. 13738-59)

PLAGE STE-ROSE LIMITÉE

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Plage Ste-Rose Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 13th, 1938.

Notice is also given that from and after February 29, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16521-59)

**L'ASSOCIATION DES CHEVALIERS
DE GATINEAU, LIMITÉE**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Association des Chevaliers de Gatineau, Limitée", constituée en corporation

(A.G. 16521-59)

**L'ASSOCIATION DES CHEVALIERS
DE GATINEAU, LIMITÉE**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Association des Chevaliers de Gatineau, Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec

en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er mars 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53184-o P. FRENETTE.

Companies Act, by letters patent dated March 1st, 1946.

Notice is also given that from and after February 29, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1960.

P. FRENETTE,
53184 Acting Deputy Attorney General.

Curatelle publique

EVAN THOMAS

Succession vacante de Evan Thomas en son vivant messenger à la banque de Montréal, Montréal, P.Q.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 11 mai 1959, par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, P.Q. que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
53211-o Montréal 18.

Public Curatorship

EVAN THOMAS

Vacant Estate of Evan Thomas, messenger of the Bank of Montreal, in his lifetime of Montreal, P.Q.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on May 11, 1959, by a judge of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, P.Q., that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR,
187, Sainte-Catherine Street (West),
53211 Montréal 18.

Département de l'Instruction publique

N° 673-58.

ST-CHRISTOPHE-D'ARTHABASKA

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Christophe-d'Arthabaska, dans le comté d'Arthabaska, à la municipalité scolaire de la ville d'Arthabaska, même comté.

Québec, le 23 février 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53180-9-2-o O.-J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 673-58.

ST-CHRISTOPHE-D'ARTHABASKA

Application is made to annex the present school municipality of St-Christophe-d'Arthabaska, in the county of Arthabaska, to the school municipality of the town of Arthabaska, same county.

Quebec, February 23rd, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53180-9-2 Superintendent of Education.

N° 303-56.

PAROISSE DE CHICOUTIMI

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, le territoire cidessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire catholique de Chicoutimi, dans le même comté:

Un territoire, situé dans le canton de Chicoutimi, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, partie des lots Nos 68, 69, 70, 71, 72, 73 et 74-A du premier rang sud-ouest Chemin Sydenham et les lots Nos 1-A, 1-B (partie), 2 (partie), 3-A, 3-B et 4-A du huitième rang sud-ouest Chemin Sydenham et leurs subdivisions, compris à l'intérieur du périmètre ci-après décrit: Partant du coin sud-est du lot No 4-A, dudit huitième rang; de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne séparative des lots Nos 4-A et 4-B en allant vers le nord-ouest; la ligne séparative des 8e et 9e rang sud-ouest Chemin Sydenham en allant vers le nord-est; la ligne séparative dudit 8e rang et la ville de Chicoutimi; la ligne séparative des

No. 303-56.

PARISH OF CHICOUTIMI

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, the territory herebelow described, to annex it to the Catholic school municipality of Chicoutimi, in the same county:

A territory situated in the township of Chicoutimi comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Chicoutimi, part of lots Nos. 68, 69, 70, 71, 72, 73 and 74-A of the first range southwest Sydenham Road and lots Nos. 1-A, 1-B (part), 2 (part), 3-A, 3-B and 4-A of the eighth range southwest Sydenham Road and their subdivisions, comprise in the interior of the perimeter hereinafter described: Starting from the southeast corner of lot No. 4-A, of the said eighth range; thence, successively, the following lines: the dividing line of lots Nos. 4-A and 4-B going towards the northwest; the dividing line of the 8th and 9th range southwest Sydenham Road going towards the northeast; the dividing line of the said 8th range and the city of

lots Nos 2 et 3-A dudit 8e rang en allant vers le sud-est sur une longueur de 990' pieds; un ruisseau en allant vers le nord-est; un autre ruisseau, dit "Rivière aux Rats", en allant dans une direction moyenne nord; la ligne séparative des lots Nos 1-B et 2 en allant vers le sud-est jusqu'au lot de subdivision No 1-B-194; la ligne séparative des lots de subdivision Nos 1-B-194 et 1-B-195 jusqu'au lot de subdivision No 1-B-4; la ligne séparative des lots de subdivision 1-B-4 et 1-B-194; la limite nord-est du lot de subdivision 1-B-4; la ligne séparative du susdit 8e rang et la ville de Chicoutimi, en allant vers le nord-est; la ligne séparative entre le premier rang sud-ouest Chemin Sydenham et la ville de Chicoutimi, en allant vers le nord-est; la ligne sud-ouest des lots de subdivision Nos 74-A-2-1, 74-A-2-3, 74-A-2-6, 74-A-2-7, 74-A-2-9, 74-A-2-11 à 74-A-2-27 inclusivement; la limite sud-est du lot de subdivision No 74-A-2-27 et son prolongement vers le nord-est jusqu'à la limite nord-est du chemin public, dit Chemin St-Thomas; la limite nord-est du Chemin St-Thomas et son prolongement en ligne droite vers le sud-est jusqu'au lot No 67; la ligne séparative des lots Nos 67 et 68, en allant vers le sud-ouest; la ligne séparative entre le premier et septième rang sud-ouest Chemin Sydenham, en allant vers le nord-ouest jusqu'à la limite nord-ouest du Boulevard Talbot; la limite nord-ouest du Boulevard Talbot en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ.

Ce territoire ainsi décrit contient une superficie de cinq cent soixante-et-dix-neuf et deux dixièmes d'acre (579.2 acres).

Québec, le 23 février 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53181-9-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 72-60.

VAL-SENNEVILLE

Demande est faite de modifier les limites de la municipalité scolaire de Val-Senneville, dans le comté d'Abitibi-Est, de manière qu'elles comprennent à l'avenir le territoire suivant, savoir:

Dans le canton Senneville, les lots du Lac Blouin jusqu'au lot 56 inclusivement dans les rangs I à IV inclusivement; les lots du Lac Blouin jusqu'à la limite est du canton dans les rangs V et VI; les lots 22 à 62 inclusivement du rang VII ainsi que la partie des lots 18 à 21 inclusivement du même rang, situés au sud de la rivière allant du Lac Blouin au Lac Senneville; les lots 11 à 62 inclusivement des rangs VIII, IX et X.

Québec, le 29 février 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53205-10-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 553-59.

CITÉ DE JACQUES-CARTIER

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 211, en date du 11 février 1960, de détacher de la municipalité scolaire catholique de la Cité de Jacques-Cartier, dans le comté de Chambly, le territoire décrit ci-dessous, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Montréal-Sud, dans le comté de Chambly.

Les lots de subdivisions suivants, du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil; 307-33 et 307-34; la moitié nord-ouest du lot

Chicoutimi; the dividing line of lots Nos. 2 and 3-A of the said 8th range going towards the southeast on a length of 990' feet; a brook going towards the northeast; another brook called "Rivière aux Rats", going in a medium northerly direction; the dividing line of lots Nos. 1-B and 2 going towards the southeast up to subdivision lot No. 1-B-194; the dividing line of subdivision lots Nos. 1-B-194 and 1-B-195 up to subdivision lot No. 1-B-4; the dividing line of subdivision lots 1-B-4 and 1-B-194; the northeast limit of subdivision lot 1-B-4; the dividing line of the abovesaid 8th rang and the city of Chicoutimi, going towards the northeast; the dividing line between the first range southwest Sydenham Road and the city of Chicoutimi, going towards the northeast; the southwest line of subdivision lots Nos. 74-A-2-1, 74-A-2-3, 74-A-2-6, 74-A-2-7, 74-A-2-9, 74-A-2-11 to 74-A-2-27 inclusively; the southeast limit of subdivision lot No 74-A-2-27 and its prolongation towards the northeast up to the northeast limit of the public road, called St-Thomas Road; the northeast limit of the St-Thomas Road and its prolongation in a straight line towards the southeast up to lot No. 67; the dividing line of lots Nos. 67 and 68, going towards the southwest; the dividing line between the first and seventh range southwest Sydenham Road, doing towards the northwest up to the northwest limit of the Talbot Boulevard; the northwest limit of the Talbot Boulevard going towards the southwest up to the starting point.

This territory thus described contains an area of five hundred and seventy-nine and two tenths acres (579.2 acres).

Quebec, February 23, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53181-9-2 Superintendent of Education.

N° 72-60.

VAL-SENNEVILLE

Application is made to alter the limits of the school municipality of Val-Senneville, in the county of Abitibi East, in such a way, that, in the future, they will comprise the following territory, to wit:

In the township of Senneville, the lots of Lake Blouin as far as lot 56 inclusively in ranges I to IV inclusively; the lots of Lake Blouin to the east limit of the township in ranges V and VI; the lots 22 to 62 inclusively of range VII as well as the part of lots 18 to 21 inclusively of the same range, situated south of the river going from Lake Blouin to Lake Senneville; lots 11 to 62 inclusively of ranges VIII, IX and X.

Quebec, February 29, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53205-10-2 Superintendent of Education.

No. 553-59.

CITY OF JACQUES-CARTIER

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 211 dated February 11th, 1960, has been pleased to detach from the Catholic school municipality of the City of Jacques-Cartier, in the county of Chambly, the territory described below; to annex it to the school municipality of Montreal-South, in the county of Chambly.

The following subdivision lots, of the official cadaster for the parish of St-Antoine-de-Longueuil; 307-33 and 307-34; the northwest half of

307-38; 307-39 à 307-71, 138-1-A et 138-2 à 138-32; 138-35 à 138-65; 138-67 à 138-73; 138-75 et 138-77 à 138-81; 138-84 à 138-116; 138-118 à 138-122; 138-124 à 138-130; 138-132 à 138-151; 138-153 à 138-172; 138-175 à 138-179; 138-182 à 138-201; 138-204 à 138-223; 138-231 à 138-235; 139-25, 139-26, 139-27, 139-58, 139-59, 139-60, 139-62 à 139-64; 140-1 à 140-4; 140-6 à 140-13; 140-15 à 140-18; 140-20 à 140-26; 140-29, 140-30, 140-31 et 140-33 à 140-65, 140-67, 140-68, 140-69, 140-71 à 140-77; 140-79 à 140-111; 140-113 à 140-145; 140-147 à 140-157; 140-159 à 140-177; 140-179 à 140-185; 140-187 à 140-205; 140-207 à 140-225; 140-229 à 140-234; 140-236 à 140-243; 140-265 à 140-273; 140-303 à 140-309; 140-311 à 140-319; 140-338 à 140-346; 140-373 à 140-376; 140-379 à 140-386; 140-411 à 140-418; 141-2 à 141-9; 141-32 à 141-38; 141-40, 141-41, 141-64, 141-65, 141-100 à 141-105; 142-23 à 142-39; 142-P40, 142-P41, 142-42 à 142-54, 142-P55, 142-56-2, 142-57 à 142-62; 142-104 à 142-187, 142-187A, 142-188 à 142-211; 142-211-2, 142-212-1, 142-213 à 142-222; 142-224 à 142-230; 142-254 à 142-276; 142-278 à 142-294; 143-288 à 143-319; 143-322 à 143-361; 143-363 à 143-389; 143-391 à 143-469; 143-471 à 143-502; 143-505 à 143-508; 143-510 à 143-513; 143-515, 143-517 à 143-569; 143-571 à 143-590; 143-592 à 143-598; 143-600 à 143-618; 143-620 à 143-673; 143-674, 143-676-1, 143-677-1, 143-676 à 143-704; 316-1 à 316-5; 316-149;

Description de partie du lot 316.— Une partie non subdivisée du lot originaire numéro trois cent seize (P. 316) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly. Bornée vers le nord-est par la ligne limitative entre la ville de Montréal-Sud et la cité de Jacques-Cartier; vers le sud-est par le lot 142-271; vers le sud-ouest par la rue Hindland, et vers le nord-ouest par le lot 142-272. Mesurant 66 pieds de largeur et formant une superficie approximative de 16,675 pieds carrés, mesure anglaise.

Description de partie du lot 316.— Une autre partie du lot originaire numéro trois cent seize (P. 316) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil division d'enregistrement de Chambly. Bornée vers le nord-est par la rue Hindland; vers le sud-est par partie du lot 142-232 et par le lot 316-149; vers le sud-ouest par partie du lot 142-187 et vers le nord-ouest par le lot 142-187A et par partie du lot 142-188. Mesurant 66 pieds de largeur et formant une superficie approximative de 15,306 pieds carrés, mesure anglaise.

Description de partie du lot 138.— Une partie non subdivisée du lot originaire numéro cent trente-huit (P. 138) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, bornée comme suit: vers le nord-est par la rue Notre-Dame-de-Grâce, vers le sud-est par les lots 138-1A; 138-33; 138-34 vers le sud-ouest par le lot 138-75 et vers le nord-ouest par la rue Perreault. Mesurant 128 pieds au nord-est, 138 pieds au sud-est; 126 pieds au sud-ouest et 138 pieds au nord-ouest. Formant une superficie d'environ 17,526 pieds carrés, mesure anglaise.

Description de partie du lot 138.— Une autre partie du lot originaire numéro cent trente-huit (P. 138) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil division d'enregistrement de Chambly. Bornée vers le nord-est par le lot 307-3, rue Notre-Dame de Grâce; vers le sud-est par la rue Perreault; vers le sud-ouest par les lots 104-1 à 140-6 inclusive-

lot 307-38; 307-39 to 307-71, 138-1-A and 138-2 to 138-32; 138-35 to 138-65; 138-67 to 138-73; 138-75 to 138-77 to 138-81; 138-84 to 138-116; 138-118 to 138-122; 138-124 to 138-130; 138-132 to 138-151; 138-153 to 138-172; 138-175 to 138-179; 138-182 to 138-201; 138-204 to 138-223; 138-231 to 138-235; 139-25, 139-26, 139-27, 139-58, 139-59, 139-60, 139-62 to 139-64; 140-1 to 140-4; 140-6 to 140-13; 140-15 to 140-18; 140-20 to 140-26; 140-29, 140-30, 140-31 and 140-33 to 140-65, 140-67, 140-68, 140-69, 140-71 to 140-77; 140-79 to 140-111; 140-113 to 140-145; 140-147 to 140-157; 140-159 to 140-177; 140-179 to 140-185; 140-187 to 140-205; 140-207 to 140-225; 140-229 to 140-234; 140-236 to 140-243; 140-265 to 140-273; 140-303 to 140-309; 140-311 to 140-319; 140-338 to 140-346; 140-373 to 140-376; 140-379 to 140-386; 140-411 to 140-418; 141-2 to 141-9; 141-32 to 141-38; 141-40, 141-41, 141-64, 141-65, 141-100 to 141-105; 142-23 to 142-39; 142-P40, 142-P41, 142-42 to 142-54, 141-P55, 142-56-2, 142-57 to 142-62; 142-104 to 142-187, 142-187A, 142-188 to 142-211; 142-211-2, 142-212-1, 142-213 to 142-222; 142-224 to 142-230; 142-254 to 142-276; 142-278 to 142-294; 143-288 to 143-319; 143-322 to 143-361; 143-363 to 143-389; 143-391 to 143-469; 143-471 to 143-502; 143-505 to 143-508; 143-510 to 143-513; 143-515, 143-517 to 143-569; 143-571 to 143-590; 143-592 to 143-598; 143-600 to 143-618; 143-620 to 143-673; 143-674, 143-676-1, 143-677-1, 143-676 to 143-704; 316-1 to 316-5; 316-149;

Description of part of lot 316.— An unsubdivided part of the original lot number three hundred and sixteen (Pt. 316) on the official plan and book of reference of the official cadaster for the parish of St-Antoine-de-Longueuil, registration division of Chambly. Bounded on the northeast by the limiting line between the city of Montreal-South and the city of Jacques-Cartier; on the southeast, by lot 142-271; on the southwest, by Hindland Street, and on the northwest by lot 142-272. Measuring 66 feet in width and forming an approximate area of 16,675 square feet, English measure.

Description of part of lot 316.— Another part of original lot number three hundred and sixteen (Pt. 316) on the official plan and in the book of reference of the official cadaster for the parish of St-Antoine de Longueuil, registration division of Chambly. Bounded on the northeast by Hindland Street; on the southeast, by part of lot 142-232 and by lot 316-149; on the southwest, by part of lot 142-187 and on the northwest, by lot 142-187A and by part of lot 142-188. Measuring 66 feet in width and forming an approximate area of 15,306 square feet, English measure.

Description of part of lot 138.— An unsubdivided part of the original lot one hundred and thirty-eight (Pt. 138) on the plan and in the book of reference of the official cadaster for the parish of St-Antoine-de-Longueuil, registration division of Chambly, bounded as follows: on the northeast, by Notre-Dame-de-Grâce Street, on the southeast, by lots 138-1A; 138-33; 138-34, on the southwest, by lot 138-75 and on the northwest, by Perreault Street. Measuring 128 feet on the northeast, 138 feet on the southeast; 126 feet on the southwest and 138 feet on the northwest. Forming an area of about 17,526 square feet, English measure.

Description of part of lot 138.— Another part of original lot number one hundred and thirty-eight (Pt. 138) on the plan and in the book of reference of the official cadaster for the parish of St-Antoine de Longueuil, registration division of Chambly. Bounded on the northeast by lot 307-3, Notre-Dame-de-Grâce Street; on the southeast, by Perreault Street; on the south-

ment et vers le nord-ouest par la ligne limitative entre les cités de Longueuil et de Jacques-Cartier. Mesurant 194 pieds au nord-est; 384 pieds au sud-est; 188 pieds au sud-ouest, formant une superficie d'environ 73,344 pieds carrés, mesure anglaise.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 18 février 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53208-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 358-59.

ST-PIERRE-DE-L'ÉTANG

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-l'Étang, dans le comté des Îles-de-la-Madeleine, le territoire ci-dessous décrit pour l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Fatima, dans le comté des Îles-de-la-Madeleine.

"Un territoire situé dans l'Île Grindstone, comprenant, en référence au cadastre officiel révisé en voie de préparation, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, lacs, cours d'eau ou parties d'eaux, cette partie de la Dune du Nord et du golfe St-Laurent, le tout renfermé dans les limites suivantes, savoir:

Partant du point d'intersection de la rive du golfe Saint-Laurent avec la ligne séparative des lots 2047 et 2049; de là, 2048, 2039 et 2038, le dernier tronçon prolongé à travers le chemin public; le côté ouest du chemin public jusqu'à la ligne séparative des lots 2034 et 2035; cette dernière ligne; la ligne séparative des lots 2017 et 2026; la ligne séparant les lots 2023 et 2024 d'un côté et 2025 et 2026 de l'autre côté et son prolongement à travers le chemin public; le côté sud-est du chemin public, limitant vers le nord-ouest les lots 883, 884, 885, 889, 891, 892 et 893; une ligne brisée, séparant les lots 933, 934, 1639, 1638, 1637, 1636, 1635, 1634, 1633, 1632, 1631, 1630, 1629, 1627, 1626 d'un côté des lots 932, 931, 929, 837, 936, 976 et 977 de l'autre côté, le dernier tronçon prolongé jusqu'à l'axe d'un chemin public; ledit axe du chemin public passant en front des lots 993, 992, 991, 990, traversant le lot 980, passant en dront des lots 989, 988, 999, et 1002, traversant les lots 1014 et 1015, passant en dront des lots 1454, 1453, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1353, 1351, 1350, 1347, 1346, 1345, 1329, 1330, et 1322 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 1321 et 1325; ce dernier prolongement; une ligne brisée séparant les lots 1321 et 1304 et 1303 d'un côté des lots 1325, 1323, 1309 et 1308 de l'autre côté; la ligne séparant le lot 1239 des lots 1303 et 1234 et son prolongement dans le golfe Saint-Laurent sur une longueur de six dixièmes (0.6) de mille; puis dans le golfe Saint-Laurent les lignes imaginaires ayant les directions astronomiques et les longueurs suivantes: N. 11°30'E.—Sept cent trente-trois (0.733) millièmes de mille; N. 57°30'E.—neuf mille et cent soixante-sept millièmes de mille (9.167); S. 47°00'E.—un mille et deux dixièmes (1.2); cette dernière ligne traversant la dune du Nord; S.32°00'O.—un mille et neuf cent trente-trois millièmes de mille (1.933); S.51°00'O.—jusqu'à une ligne de direction nord-sud, passant mi-distance entre l'Île Grindstone et l'Île Allright; cette dernière ligne dans la direction sud jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 2047 et 2049 et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ";

Québec, le 1er mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53228-10-2 O.-J. DESAULNIERS.

west, by lots 104-1 to 140-6 inclusive and on the northwest by the limiting line between the cities of Longueuil and Jacques-Cartier. Measuring 194 feet on the northeast; 384 feet on the southeast; 188 feet on the southwest, forming an area of about 73,344 square feet, English measure.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, February 18, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53208 Superintendent of Education.

No. 358-59.

ST-PIERRE-DE-L'ÉTANG

Application is made to detach from the school municipality of St-Pierre-de-l'Étang, in the county of Îles-de-la-Madeleine, the territory below described to erect it into a separate school municipality under the name of Fatima, in the county of Îles-de-la-Madeleine.

"A territory situated on the Grindstone Island, comprising, with reference to the official revised cadaster being prepared, all the lots or parts of lot and their present and future subdivisions, as well as the roads, lakes, water-courses or parts thereof, that part of the "Dune du Nord" and of the St-Laurence Gulf, the whole enclosed within the following limits, to wit:

Starting from the point of intersection of the shore of the St-Laurence Gulf with the dividing line of lots 2047 and 2049; thence, 2048, 2039 and 2038, the last wind-gap prolonged across the public road; the west side of the public road up to the dividing line of lots 2034 and 2035; this latter line; the dividing line of lots 2017 and 2026; the dividing line of lots 2023 and 2024 on one side and 2025 and 2026 on the other side and its prolongation across the public road; the southeast side of the public road, limiting on the northwest lots 883, 884, 885, 889, 891, 892 and 893; a broken line, separating lots 933, 934, 1639, 1638, 1637, 1636, 1635, 1634, 1633, 1632, 1631, 1630, 1629, 1627, 1626 on one side of lots 932, 931, 929, 837, 936, 976 and 977 on the other side, the last wind-gap prolonged up to the axis of the public road; the said axis of the public road passing in front of lots 993, 992, 991, 990, crossing lot 980, passing in front of lots 989, 988, 999, and 1002, crossing lots 1014 and 1015, passing in front of lots 1454, 1453, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1353, 1351, 1350, 1347, 1346, 1345, 1329, 1330, and 1322 up to the prolongation of the dividing line of lots 1321 and 1325; this latter prolongation; a broken line separating lots 1321 and 1304 and 1303 on one side of lots 1325, 1323, 1309 and 1308 on the other side; the line separating lot 1239 from lots 1303 and 1234 and its prolongation in the St-Laurence Gulf on a length of six-tenths (0.6) of a mile; then in the Gulf of St-Laurence the imaginary lines having the following astronomical directions and lengths: N. 11°30'E.—Seven hundred and thirty-three (0.733) thousandths of a mile; N. 57°30'E.—nine miles and one hundred and sixty-seven thousandths of a mile (9.167); S. 47°00'E.—a mile and two-tenths (1.2); this latter line crossing the "dune du Nord"; S.32°00'W.—a mile and nine hundred and thirty-three thousandths of a mile (1.933); S. 51°00'W.—up to a line in a north-south direction, passing at half-distance between the Island of Grindstone and the Island of Allright; this latter line in the southerly direction up to the prolongation of the dividing line of lots 2047 and 2049 and finally the latter prolongation up to the starting point";

Quebec, March 1st, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53228-10-2 Superintendent of Education.

N° 90-60.

BARFORD

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Barford, dans le comté de Stanstead, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Dixville, dans le comté de Stanstead.

Québec, le 1er mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53229-10-2 O.-J. DESAULNIERS.

No. 90-60.

BARFORD

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Barford, in the county of Stanstead, for taxpaying protestants only, to the protestant school municipality of Dixville, in the county of Stanstead.

Quebec, March 1st, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53229-10-2 Superintendent of Education.

N° 1222-58.

ST-JEAN-PORT-JOLI

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Jean-Port-Joli, dans le comté de l'Islet, la partie des lots 452 et 459 du cadastre officiel de St-Jean-Port-Joli décrite ci-dessous, pour l'annexer à la municipalité scolaire d'Aubert, dans le même comté:

1° "Un terrain situé dans le haut du second rang de la paroisse de St-Jean-Port-Joli et désigné au cadastre officiel de cette paroisse comme partie du lot quatre cent cinquante-deux (p. 452), avec dépendance. Ce terrain mesure deux cent soixante-deux (262) pieds de largeur du nord-ouest au sud-est sur une profondeur de deux cents (200) pieds, à la mesure anglaise, et il est borné au nord-est par la route de l'Église, au nord-ouest par les parties dudit lot 452 appartenant l'une à Arthur Bois et l'autre à Paul-Émile Morin, au sud-est et au sud-ouest par le résidu dudit lot 452 appartenant à Edmond Morneau."

"Un terrain situé dans le haut du second rang de la paroisse de St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet, et désigné au cadastre officiel comme partie du lot quatre cent cinquante-neuf (P. 459), avec constructions et dépendances. Ce terrain mesure deux cent huit (208) pieds de largeur du nord-est au sud-ouest sur une profondeur de cent (100) pieds, à la mesure anglaise, et il est borné au nord-ouest et au nord-est par le résidu dudit lot 459 appartenant à Freddy Bélanger, au sud-est par les terres de Saint-Aubert et au sud-ouest par la nouvelle route 26 ou route Elgin."

Québec, le 1er mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53230-10-2 O.-J. DESAULNIERS.

No. 1222-58.

ST-JEAN-PORT-JOLI

Application is made to detach from the school municipality of St-Jean-Port-Joli, in the county of l'Islet, the part of lots 452 and 459 of the official cadaster of St-Jean-Port-Joli described below, to annex it to the school municipality of Aubert, in the same county:

1. "A lot of land, situated at the top of the second range of the parish of St-Jean-Port-Joli and designated in the official cadaster of this parish as being part of lot four hundred and fifty-two (p. 452), with the outlying building. This lot of land measures two hundred and sixty-two (262) feet in width from north-west to south-east by a depth of two hundred (200) feet, in English measure, and it is bounded on the north-east by the Church road, on the northwest by the parts of the said lot 452 belonging one to Arthur Bois and the other to Paul-Émile Morin, on the south-east and south-west by the residue of said lot 452 belonging to Edmond Morneau."

"A lot of land situated at the top of the second range of the parish of St-Jean-Port-Joli, l'Islet county, and designated in the official cadaster as being part of lot four hundred and fifty-nine (P. 459), with buildings and dependencies. This lot of land measures two hundred and eight (208) feet in width from the northeast to southwest, by a depth of one hundred (100) feet, in English measure, and it is bounded on the north-west and north-east by the residue of said lot 459 belonging to Freddy Bélanger, on the south-east by the lands of Saint-Aubert and on the south-west by the new route No. 26 or Elgin road."

Quebec, March 1st, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53230-10-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève (municipalité de ville de Pierrefonds), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 197-25 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 février 1960.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,

AVILA BÉDARD.

53185-o

Department of Lands and Forest

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève (municipality of town of Pierrefonds), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that a part of lot 197-25 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 18, 1960.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

Deputy Minister.

53185-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache (municipalité de ville de St-Eustache sur le Lac), division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 84-9 à 84-13, 86-2 et 86-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 11 février 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

53185-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent (municipalité de cité de Montréal), division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 346-9 à 346-32, 350-23 à 350-41, 350-62 à 350-97, 350-109 à 350-129, 350-132 à 350-140, 350-159 à 350-264, 350-291 à 350-294, 350-296 à 350-422, 350-448 à 350-580, 350-606 à 350-621, 350-647 à 350-657, 350-659 à 350-674, 350-700 à 350-710, 350-712 à 350-725 et une partie des lots 346-1, 346-2, 346-6, 346-7, 346-8, 346-33, 350-18 à 350-22, 350-42 à 350-45, 350-54, 350-58 à 350-61, 350-98, 350-99, 350-102, 350-108, 350-130, 350-141 à 350-158, 350-265, 350-290, 350-295, 350-423, 350-581, 350-658 et 350-711 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 février 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

53185-o

Cadastre officiel du canton de Stoke (municipalité de ville de Bromptonville), division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que les Iles Nos 1 à 11 (Iles de la rivière St-François) sont ajoutées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 février 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

53185-o

Official cadastre of the parish of St-Eustache (municipality of town of St-Eustache sur le Lac), registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 84-9 to 84-13, 86-2 et 86-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 11, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

53185-o

Official cadastre of the parish of St-Laurent (municipality of city of Montreal), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 346-9 to 346-32, 350-23 to 350-41, 350-62 to 350-97, 350-109 to 350-129, 350-132 to 350-140, 350-159 to 350-264, 350-291 to 350-294, 350-296 to 350-422, 350-448 to 350-580, 350-606 to 350-621, 350-647 to 350-657, 350-659 to 350-674, 350-700 to 350-710, 350-712 to 350-725 and a part of lots 346-1, 346-2, 346-6, 346-7, 346-8, 346-33, 350-18 to 350-22, 350-42 to 350-45, 350-54, 350-58 to 350-61, 350-98, 350-99, 350-102, 350-108, 350-130, 350-141 to 350-158, 350-265, 350-290, 350-295, 350-423, 350-581, 350-658 and 350-711 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 12, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

53185-o

Official cadastre of township of Stoke (municipality of town of Bromptonville), registration division of Richmond.

Notice is hereby given that the Islands Nos 1 to 11 (Iles de la rivière St-François) are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 10, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

53185-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Plombiers — Région de Trois-Rivières

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties, contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareil de chauffage, de réfrigération et gicleurs, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires minima*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Plumbing trade — Region of Trois-Rivières

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, welding, tinsmithing-roofing and asbestos insulation trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree number 338 of March 11th, 1948 and amendments, have petitioned him to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Article III will be replaced by the following:

"III. *Minimum rates of wages*: a) The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

Plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de réfrigération et gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier, couvreur, mécanicien en isolement d'air, couvreur de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

Salaires horaires

Entrepreneur (services personnels) \$3.00
Au 1er avril 1961 3.40

Senior Junior

Compagnon \$1.80 \$1.55
Au 1er juin 1960 1.85 1.60
Au 1er avril 1961 1.90 1.65
Au 1er octobre 1961 1.95 1.70
Au 1er avril 1962 2.00 1.75
Au 1er octobre 1962 2.05 1.80

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1) salarié par cinq (5) salariés rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
Apprenti	\$0.75	\$0.90	\$1.00	\$1.10
Au 1er avril 1961	0.80	0.95	1.05	1.15
Au 1er avril 1962	0.85	1.00	1.10	1.20
Journalier				1.15
Au 1er avril 1961				1.20
Au 1er avril 1962				1.25

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon à son emploi.

Couverture de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

Compagnon possédant un certificat de compétence \$1.75
Au 1er avril 1961 1.80
Au 1er avril 1962 1.85
Journalier travaillant pour les couvreurs en gravier, en papier avec goudron ou en asphalte 1.45
Au 1er avril 1961 1.50
Au 1er avril 1962 1.55

Aucun employeur ne peut employer plus de cinq (5) journaliers ou fraction de cinq (5) par homme qualifié.

b) D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir par accords individuels ou collectifs, des conditions de salaires comprenant des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le présent décret; tels accords gardent leur plein effet nonobstant les dispositions du présent article.

c) Les salariés doivent être payés chaque semaine.

d) Tout contrat intervenu entre un employeur ou un entrepreneur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et déchu, s'il représente des taux inférieurs aux taux minima du présent décret.

2° L'article VII sera remplacé par le suivant:
"VII. *Vacances payées*: Tout salarié assujéti au présent décret a droit, chaque année, à une semaine de vacances payées dont la date est fixée par l'employeur pendant la période comprise entre le 1er mai et le 30 septembre.

La rémunération payable aux salariés pour ces vacances est établie d'après le méthode suivante:

A la fin de chaque semaine, l'employeur doit porter au crédit de chacun de ses salariés assujéti au décret une somme équivalente à 2% du salaire gagné.

Plumbers, steamfitters (and accessories), refrigeration mechanics, sprinkler fitters, oxygen and electricity welders, tinsmith-roofers, asbestos insulation mechanics and gravel, tarred paper and asphalt roofers:

Hourly rates

Contractor (personal services) \$3.00
From April 1, 1961 3.40

Senior Junior

Journeyman \$1.80 \$1.55
From June 1, 1960 1.85 1.60
From April 1, 1961 1.90 1.65
From October 1, 1961 1.95 1.70
From April 1, 1962 2.00 1.75
From October 1, 1962 2.05 1.80

An employer shall not pay at the rate set for a junior journeyman more than one (1) employee to each five (5) employees paid the rate of senior journeymen or fraction thereof.

	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Apprentice	\$0.75	\$0.90	\$1.00	\$1.10
From April 1, 1961	0.80	0.95	1.05	1.15
From April 1, 1962	0.85	1.00	1.10	1.20
Common worker				1.15
From April 1, 1961				1.20
From April 1, 1962				1.25

No employer may employ more than one (1) apprentice to each journeyman in his employ.

Gravel, tarred paper and asphalt roofing:

Certificated journeyman \$1.75
From April 1, 1961 1.80
From April 1, 1962 1.85
Common workers working for gravel, tarred paper and asphalt roofers 1.45
From April 1, 1961 1.50
From April 1, 1962 1.55

No employer may hire more than five (5) common workers or fraction thereof to each qualified employee.

b) Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, working conditions with more extended compensations or benefits than those provided for in the present decree, such agreements remaining in full effect notwithstanding the provisions of the present section.

c) The employees shall be paid every week.

d) Any agreement entered into between an employer or a contractor and one or more employees on a piece-work or job basis or for a fixed price shall be null and forbidden if it stipulates rates lower than the minimum ones established herein."

2. Article VII will be replaced by the following:
"VII. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present decree is entitled each year, to a vacation of one week with pay at a date set by the employer within the period between May 1 and September 30.

Vacation pay payable to employees is established as follows:

At the end of each week, the employer shall place to the credit of every one of his employees governed by the decree an amount equivalent to 2% of the wages earned.

Les sommes ainsi accumulées au bénéfice du salarié par son employeur doivent lui être remises en entier immédiatement avant son départ en vacances ou lorsqu'il quitte son emploi, si cette dernière éventualité survient auparavant."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 5 mars 1960.

53233-o

AVIS DE MODIFICATION

*Services funéraires — Ile de Montréal
et un rayon de 10 milles*

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés des services funéraires dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de dix (10) milles de l'île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 279 du 4 mars 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° L'article IV sera remplacé par le suivant:
"IV. *Taux des salaires minima*: a) Les embaumeurs employés à la semaine et possédant la licence d'embaumeur qualifié émise par la ville de Montréal avant le 13 mars 1960 sont payés un salaire minimum de quatre-vingt-cinq (\$85.00) dollars par semaine.

Les embaumeurs employés à la semaine et possédant une licence d'embaumeur qualifié émise par la ville de Montréal le 13 mars 1960 et après cette date sont payés:

	<i>Taux hebdomadaire</i>
Première année.....	\$75.00
Deuxième année.....	80.00
Troisième année.....	85.00

b) L'embaumeur ambulant doit recevoir une rémunération minimum de dix-sept (\$17.00) dollars par embaumement ordinaire, et de vingt (\$20.00) dollars par embaumement à la suite d'une autopsie.

L'embaumeur ambulant qui fournit le fluide doit recevoir \$1.50 par bouteille de seize (16) onces. Il doit, toutefois, fournir lui-même les instruments et les cosmétiques.

c) L'homme de service sans expérience doit recevoir la rémunération suivante:

	<i>Taux hebdomadaire</i>
Première année.....	\$40.00
Deuxième année.....	48.00

Après deux (2) ans d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles assujettis au décret, le salaire de l'homme de service doit être de soixante-cinq (\$65.00) dollars par semaine.

The sums so accumulated to the benefit of the employee shall be remitted in full before he leaves for his vacation or when he leaves his employer, should he do so before taking his vacation."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, March 5, 1960.

53233-o

NOTICE OF AMENDMENT

*Undertakers' Employers — Island of Montreal
and a radius of 10 miles*

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to undertakers' employees in the Islands of Montreal and Jesus and a radius of ten (10) miles from the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 279 of March 4, 1948, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Article IV will be replaced by the following:
"IV. *Minimum wage rates*: a) When employed on a weekly basis and if certificated as embalmers before March 13, 1960, by the City of Montreal embalmers shall be paid a minimum remuneration of eighty-five (\$85.00) dollars per week, and time and a half for overtime work.

Embalmers employed on a weekly basis and certificated as embalmers on or after March 13, 1960 by the City of Montreal shall be paid the following minimum rates:

	<i>Weekly wages</i>
First year.....	\$75.00
Second year.....	80.00
Third year.....	85.00

b) Itinerant embalmers shall be paid a minimum of seventeen (\$17.00) dollars for an ordinary embalming, and twenty (\$20.00) dollars for an embalming following an autopsy.

Itinerant embalmers supplying the fluid shall be paid \$1.50 per bottle of 16 oz. However itinerant embalmers shall furnish instruments and cosmetics.

c) Unexperienced service men shall receive the following remuneration:

	<i>Weekly wages</i>
1st year.....	\$40.00
2nd year.....	48.00

After two (2) years of experience with any undertaker governed by the decree, the service man shall receive sixty-five (\$65.00) dollars per week.

d) Les salariés surnuméraires doivent recevoir un salaire horaire de soixante-quinze (\$0.75) cents avec un minimum de trois (\$3.00) dollars par appel relatif au service funéraire ou de quatre (\$4.00) dollars s'ils doivent conduire une voiture.

e) *Mécaniciens*: Les mécaniciens doivent recevoir le salaire minimum suivant:

	<i>Taux horaire</i>	
	<i>jour</i>	<i>nuit</i>
Première classe.....	\$1.55	\$1.60
Deuxième classe.....	1.35	1.40
Troisième classe.....	1.20	1.25

f) Le décret n'affecte en rien le salaire du salarié recevant une rémunération plus élevée, lors de sa mise en vigueur."

2° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

"VIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 13 mars 1962.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année à moins que dans un délai de pas plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration, l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit, à ce contraire, à l'autre partie et au Ministre du Travail".

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 5 mars 1960.

53233-o

d) Supernumerary employees shall receive an hourly rate of seventy-five (\$0.75) cents and a minimum of three (\$3.00) dollars per call relating to the funeral service of \$4.00 if the work as chauffeurs.

e) *Mechanics*: Mechanics shall receive the following minimum rate:

	<i>Hourly rates</i>	
	<i>Day</i>	<i>Night</i>
First Class.....	\$1.55	\$1.60
Second Class.....	1.35	1.40
Third Class.....	1.20	1.25

f) The decree shall not affect, in any way, higher rates of wages paid to employees at the time of its coming into force."

2. Article VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until March 13, 1962.

It renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party and the Minister of Labour, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before the date of its expiration."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, The Honourable Minister of Labour will consider the objections that the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, March 5, 1960.

53233-o

Ministère des Finances *Assurances*

MERCANTILE TRUST COMPANY

Avis d'enregistrement

Avis est donné par les présentes que "Mercantile Trust Company" a obtenu le certificat d'enregistrement prévu par l'article 17 de la Loi des compagnies de fidéicommissaires (chapitre 284 S.R. 1941) qui l'autorise à effectuer des affaires de fidéicommissaires dans cette province.

Le siège social de la compagnie est situé à 491, carré Victoria, Montréal, province de Québec.

Donné en conformité des dispositions de l'article 30 de la Loi des compagnies de fidéicommissaires, ce 22ième jour de février 1960.

Pour le Ministre des finances
de la province.

GEORGES LAFRANCE,

Inspecteur des compagnies de fidéicommissaires.

53146-9-2-o

SECURITY INSURANCE COMPANY OF NEW HAVEN

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que "Security Insurance Company of New Haven", dont le siège social est situé à

Department of Finance *Insurance*

MERCANTILE TRUST COMPANY

Notice of registration

Notice is hereby given that "Mercantile Trust Company" has obtained the certificate of registration provided by section 17 of the Trust Companies Act (chapter 284 S.R. 1941) authorizing it to carry on trust business in the Province.

The head office of the company is situated at 491 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

Given pursuant to the provisions of section 30 of the Trust Companies Act, this 22nd day of February 1960.

For the Minister of Finance
of the Province.

GEORGES LAFRANCE,

Inspector of Trust Companies.

53146-9-2-o

SECURITY INSURANCE COMPANY OF NEW HAVEN

Notice of cancellation of registration

Whereas "Security Insurance Company of New Haven", whose head office is situated in

New Haven, Connecticut, États-Unis d'Amérique, a réassuré en vertu d'un contrat de réassurance en date du 30 juin 1957 toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de Fire Association of Philadelphia, qui depuis a changé son nom en celui de "Reliance Insurance Company of Philadelphia", dont le siège social est situé à Philadelphie, Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique;

Attendu que "Reliance Insurance Company of Philadelphia" a assumé, en vertu d'un engagement en date du 12 février 1960, la responsabilité du règlement de toutes les réclamations en cours dans la province de "Security Insurance Company of New Haven";

Attendu que "Security Insurance Company of New Haven" s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "Security Insurance Company of New Haven" est annulé à compter du 12 février 1960.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 février 1960.

Pour le Ministre des finances de la province.

GEORGES LAERANCE,
Surintendant des assurances.

53200-10-2-o

New Haven, Connecticut, United States of America, has reinsured according to a reinsurance agreement dated the 30th of June 1957 all its business in the Province of Quebec with Fire Association of Philadelphia, whose name has since been changed to "Reliance Insurance Company of Philadelphia", whose head office is situated in Philadelphia, Pennsylvania, United States of America;

Whereas "Reliance Insurance Company of Philadelphia" has assumed, according to an undertaking dated the 12th of February 1960, the responsibility of settling all the outstanding claims in this Province of "Security Insurance Company of New Haven";

Whereas "Security Insurance Company of New Haven" has otherwise complied with all provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the registration of "Security Insurance Company of New Haven" is cancelled as from the 12th of February 1960.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th of February 1960.

For the Minister of Finance of the Province.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

53200-10-2-o

Sièges sociaux

(P.G. 11685-58)

MÉGANTIC KNITTING LIMITED

Règlement N° 18

Concernant le changement du bureau principal

Le bureau principal de la compagnie "Mégantic Knitting Limited", est transporté de la ville de Victoriaville où il était auparavant à St-Hyacinthe au coin des rues Bourdages et Bourassa.

Copie certifiée du règlement N° 18 adoptée à une assemblée des directeurs tenue le 14 août et approuvée à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 21ème jour du mois d'août par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

53197-o Le Secrétaire,
(Signé) D. MASSICOTTE.

UNITED CUTTING DIES LTD.

Avis est donné que la compagnie "United Cutting Dies Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes datée du 15 décembre 1959 et ayant son bureau principal à Fort Chambly, dans le district de Montréal, a établi son bureau au numéro 27B de la rue St-Georges.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 10ème jour de février 1960.

53199-o MARCELLIN MERCIL.

SCRAP & SURPLUS LTD.

Avis est par les présentes donné que "Scrap & Surplus Ltd.", compagnie constituée en corporation par lettres patentes le 11e jour de sep-

(A.G. 11685-58)

MÉGANTIC KNITTING LIMITED

By-law No. 18

Concerning the change of the head office

The head office of the company "Mégantic Knitting Limited", is transferred from the town of Victoriaville where it was heretofore at St-Hyacinthe on the corner of Bourdages and Bourassa Streets.

Certified copy of by-law No. 18 adopted at a meeting of the directors on August 14, and unanimously approved at a special general meeting of the company held on the 21st day of the month of August by the shareholders holding between them (100%) of the shares represented at this meeting.

53197 (Signed) D. MASSICOTTE,
Secretary.

UNITED CUTTING DIES LTD.

Notice is hereby given that "United Cutting Dies Ltd.", company incorporated by letters patent on December 15th, 1959 and having its head office in Fort Chambly, district of Montreal, has established its office at 27B St-Georges Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of February 1960.

53199-o MARCELLIN MERCIL.

SCRAP & SURPLUS LTD.

Notice is hereby given that "Scrap & Surplus Ltd.", company incorporated by letters patent on the 11th day of September, 1958, and having

tembre 1958, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 4577 avenue Van Horne, Montréal.

Montréal, 26 février 1960.

(Sceau)

53204

Le Président,
NATHAN BIER.

its head office in Montreal, has established its office at 4577 Van Horne Avenue, Montreal.

Montreal, February 26th, 1960.

(Seal)

53204-o

NATHAN BIER,
Secretary.

QUEBEC POP CORN INC.

Avis est donné que la Compagnie "Quebec Pop Corn Inc.", constituée en corporation en date du 24^{ième} jour de novembre 1958, et ayant son bureau principal dans la Cité de Québec, a établi son bureau au numéro 1090, de la rue Vincent Massey.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 9^{ième} jour de février 1960.

53231-o

JEAN-MARIE VERMETTE.

QUEBEC POP CORN INC.

Notice is given that the Company "Quebec Pop Corn Inc.", incorporated the twenty-fourth day of November, 1958, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 1090 Vincent Massey street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Quebec, this ninth day of February, 1960.

53231

JEAN-MARIE VERMETTE.

WILLIAM PATERSON & COMPANY INC.

Changement de siège social

Avis est par les présentes donné que "William Paterson & Company Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 janvier 1951, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, province de Québec, où son bureau était situé jusqu'à ce jour au 6940 avenue du Parc, l'a déménagé au 555 avenue Hays, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté en la cité de Montréal, province de Québec, ce 2^e jour de mars 1960.

(Sceau)

53235

L'Assistant-secrétaire,
K. H. WILSON.

WILLIAM PATERSON & COMPANY INC.

Change of head office

Notice is hereby given that "William Paterson & Company Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated January 27th, 1951, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, where its office was situated up to today at 6940 Park Avenue, has moved it to 555 Hays Avenue, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, Province of Quebec, this 2nd day of March, 1960.

(Seal)

53235-o

K. H. WILSON,
Assistant-Secretary.

Soumissions

VILLE DE BEACONSFIELD

(Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Alec Grigg, greffier, Hôtel de Ville, 750 Chemin Lake Shore, Beaconsfield, comté Jacques-Cartier, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, 21 mars 1960 pour l'achat de \$779,500.00 d'obligations de la ville de Beaconsfield, comté Jacques-Cartier, datées du 1^{er} avril 1960 et remboursables par séries du 1^{er} avril 1961 au 1^{er} avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année payable semi-annuellement les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année. Les taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement numéros: 190 — \$137,500.00 — travaux de pavage; 191 — \$161,000.00 — travaux de pavage; 192 — \$30,000.00 — trottoirs et pavage; 197 — \$323,000.00 — travaux d'aqueduc, égouts et pavages; 204 — \$36,700.00 — ouverture d'une rue; 205 — \$91,500.00 — amélioration d'un cours d'eau.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1^{er} avril 1960.

Tenders

TOWN OF BEACONSFIELD

(Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Alec Grigg, Town Clerk, Town Hall, 750 Lake Shore Road, Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, on Monday, March 21st, 1960, until 8.00 o'clock p.m. for the purchase of an issue of \$779,500.00 of bonds of the town of Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, dated April 1st, 1960 and redeemable serially from April 1st, 1961 to April 1st, 1980, inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 190 — \$137,500.00 — Paving works; 191 — \$161,000.00 — Paving works; 192 — \$30,000.00 — Sidewalks and paving works; 197 — \$323,000.00 — Waterworks, sewers and pavings; 204 — \$36,700.00 — opening of street; 205 — \$91,500.00 — Improvement of a stream.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Capital
1er avril 1961	\$ 21,000.00
1er avril 1962	22,000.00
1er avril 1963	23,000.00
1er avril 1964	25,000.00
1er avril 1965	25,500.00
1er avril 1966	27,500.00
1er avril 1967	28,000.00
1er avril 1968	30,000.00
1er avril 1969	31,000.00
1er avril 1970	33,500.00
1er avril 1971	35,000.00
1er avril 1972	36,500.00
1er avril 1973	39,000.00
1er avril 1974	41,000.00
1er avril 1975	43,000.00
1er avril 1976	44,000.00
1er avril 1977	46,000.00
1er avril 1978	48,500.00
1er avril 1979	51,000.00
1er avril 1980	129,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt; aussi bien qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue lundi, 21 mars 1960, à 8.00 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 750 Chemin Lake Shore, Beaconsfield, comté Jacques-Cartier.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beaconsfield (Comté de Jacques-Cartier), ce 1er mars 1960.

Le Greffier,
ALEC GRIGG.

Hôtel de Ville, 750 Chemin Lake Shore,

Beaconsfield, (Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: OX 7-4660.

53232-o

The table of redemption is as follows:

Year	Capital
April 1st, 1961	\$ 21,000.00
April 1st, 1962	22,000.00
April 1st, 1963	23,000.00
April 1st, 1964	25,000.00
April 1st, 1965	25,500.00
April 1st, 1966	27,500.00
April 1st, 1967	28,000.00
April 1st, 1968	30,000.00
April 1st, 1969	31,000.00
April 1st, 1970	33,500.00
April 1st, 1971	35,000.00
April 1st, 1972	36,500.00
April 1st, 1973	39,000.00
April 1st, 1974	41,000.00
April 1st, 1975	43,000.00
April 1st, 1976	44,000.00
April 1st, 1977	46,000.00
April 1st, 1978	48,500.00
April 1st, 1979	51,000.00
April 1st, 1980	129,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation before April 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, before April 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and before April 1st, 1970 inclusively, if issued as twenty-year short-term, after these dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 21st, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 750 Lake Shore Road, Beaconsfield county of Jacques-Cartier.

The Council does not bind to accept the highest or any of the tenders.

Beaconsfield (County of Jacques-Cartier), March 1st, 1960.

ALEC GRIGG,
Town Clerk.

Town Hall, 750 Lake Shore Road,

Beaconsfield, (Jacques-Cartier), P.Q.

Telephone: OX 7-4660.

53232

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE JOLIETTE (Joliette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Eugène Lussier, secrétaire-trésorier, 133 sud, rue St-Barthélemy, Joliette, comté de Joliette, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 22 mars 1960, pour l'achat de \$285,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette, comté de Joliette, datées du 1er avril 1960 et remboursables par séries du 1er avril 1961 au 1er avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 22 décembre 1959, telle que modifiée — \$285,000.00 — construction d'une école de garçons dans la paroisse St-Jean-Baptiste.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$285,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1961	x\$34,500.00
1er avril 1962	x 36,500.00
1er avril 1963	x 38,500.00
1er avril 1964	x 41,000.00
1er avril 1965	5,000.00
1er avril 1966	5,500.00
1er avril 1967	6,000.00
1er avril 1968	6,000.00
1er avril 1969	6,500.00
1er avril 1970	7,000.00
1er avril 1971	7,500.00
1er avril 1972	8,000.00
1er avril 1973	8,500.00
1er avril 1974	9,000.00
1er avril 1975	9,500.00
1er avril 1976	10,000.00
1er avril 1977	10,500.00
1er avril 1978	11,000.00
1er avril 1979	12,000.00
1er avril 1980	12,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$152,069.40, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 4 versements de \$38,017.35 chacun, de 1961 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de cette banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement, si elles sont émises pour le terme de 20 ans; après ces

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF JOLIETTE (Joliette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Eugène Lussier, Secretary-Treasurer, 133 St. Barthelemy Street South, Joliette, county of Joliette, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, March 22nd, 1960, for the purchase of an issue of \$285,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the town of Joliette, county of Joliette, dated April 1st, 1960 and redeemable serially from April 1st, 1961 to April 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated December 22nd, 1959, as modified — \$285,000.00 — construction of a boys' school in St-Jean-Baptiste parish.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$285,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1961	x\$34,500.00
April 1st, 1962	x 36,500.00
April 1st, 1963	x 38,500.00
April 1st, 1964	x 41,000.00
April 1st, 1965	5,000.00
April 1st, 1966	5,500.00
April 1st, 1967	6,000.00
April 1st, 1968	6,000.00
April 1st, 1969	6,500.00
April 1st, 1970	7,000.00
April 1st, 1971	7,500.00
April 1st, 1972	8,000.00
April 1st, 1973	8,500.00
April 1st, 1974	9,000.00
April 1st, 1975	9,500.00
April 1st, 1976	10,000.00
April 1st, 1977	10,500.00
April 1st, 1978	11,000.00
April 1st, 1979	12,000.00
April 1st, 1980	12,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$152,069.40, granted by the Provincial Secretary and payable in 4 instalments of \$38,017.35 each, from 1961 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued at ten-year short-term, prior to April 1st, 1968 inclusively, if issued at fifteen-year short-term and prior to April 1st, 1970 inclusively, if issued for a term of 20 years, after these dates, the said bonds are, under the authority of Chap-

dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 mars 1960 à 8.00 heures du soir, à 133 sud, rue St-Barthélemy, Joliette, comté de Joliette.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette (Comté de Joliette), ce 2 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

EUGÈNE LUSSIER.

Adresse postale: C. P. 21,

133 sud, rue St-Barthélemy,

Joliette, (Joliette), P.Q.

Téléphone: PL-3-3990.

53236-0

CITÉ DE LONGUEUIL

(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné L.-P. Gagnon, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, comté de Chambly, jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 21 mars 1960, pour l'achat de \$385,000.00 d'obligations de la cité de Longueuil, comté de Chambly, datées du 1er avril 1960 et remboursables par séries du 1er avril 1961 au 1er avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 559, tel qu'amendé par 565 — \$26,000.00, travaux d'égouts, d'aqueduc, de pavage, de trottoirs et d'électricité; 567 — \$18,000.00, tel que modifié, travaux d'égouts, de pavage et de trottoirs; 569 — \$8,500.00, travaux de pavage; 577 — \$47,000.00, achat d'équipement; 579 — \$150,000.00, travaux d'égouts et d'aqueduc; 589 — \$16,000.00, travaux de pavage, d'aqueduc et de trottoirs; 594 — \$2,500.00, tel que modifié, construction de trottoirs; et résolution d'emprunt du 17 avril 1959, telle que modifiée — \$117,000.00, travaux d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$385,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1961.....	\$13,000.00
1er avril 1962.....	13,500.00
1er avril 1963.....	14,000.00
1er avril 1964.....	14,500.00
1er avril 1965.....	16,000.00
1er avril 1966.....	17,000.00
1er avril 1967.....	18,000.00
1er avril 1968.....	19,500.00
1er avril 1969.....	20,500.00
1er avril 1970.....	23,000.00
1er avril 1971.....	17,000.00

ter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, March 22nd, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at 133 St. Barthelemy Street South, Joliette, county of Joliette.

The school commissioners do not bind to accept the highest or any of the tenders.

Joliette (County of Joliette), March 2nd, 1960.

EUGÈNE LUSSIER.

Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 21,

133 St. Barthelemy Street South,

Joliette, (Joliette), P.Q.

Telephone: PL-3-3990.

53236-0

CITY OF LONGUEUIL

(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L.-P. Gagnon, Secretary-Treasurer, City Hall, 100 St-Charles Street, West, Longueuil, county of Chambly, until 8.30 o'clock p.m. Monday, March 21, 1960, for the purchase of an issue of \$385,000.00 of bonds for the city of Longueuil, county of Chambly, dated April 1st, 1960, and redeemable serially from April 1st, 1961 to April 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: 559, as amended by 565 — \$26,000.00, work on sewers, aqueduct, pavement, sidewalks, and electricity; 567 — \$18,000.00, as amended, work on sewers, pavements and sidewalks; 569 — \$8,500.00, work on pavements; 577 — \$47,000.00, purchase of equipment; 579 — \$150,000.00, work on sewers and aqueduct; 589 — \$16,000.00, work on pavements, aqueduct and sidewalks; 594 — \$2,500.00, as amended, construction of sidewalks; and loan resolution of April 17, 1959, as amended — \$117,000.00, work on sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$385,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1961.....	\$13,000.00
April 1st, 1962.....	13,500.00
April 1st, 1963.....	14,000.00
April 1st, 1964.....	14,500.00
April 1st, 1965.....	16,000.00
April 1st, 1966.....	17,000.00
April 1st, 1967.....	18,000.00
April 1st, 1968.....	19,500.00
April 1st, 1969.....	20,500.00
April 1st, 1970.....	23,000.00
April 1st, 1971.....	17,000.00

1er avril 1972	\$18,000.00
1er avril 1973	19,000.00
1er avril 1974	19,500.00
1er avril 1975	20,500.00
1er avril 1976	22,000.00
1er avril 1977	23,000.00
1er avril 1978	24,000.00
1er avril 1979	25,500.00
1er avril 1980	27,500.00

April 1st, 1972	\$18,000.00
April 1st, 1973	19,000.00
April 1st, 1974	19,500.00
April 1st, 1975	20,500.00
April 1st, 1976	22,000.00
April 1st, 1977	23,000.00
April 1st, 1978	24,000.00
April 1st, 1979	25,500.00
April 1st, 1980	27,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de la dite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 mars 1960, à 8.30 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Longueuil, (Comté de Chambly), ce 2 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-P. GAGNON.

Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles,
Longueuil, (Chambly), P.Q.

Téléphone: ORléans 4-4911. 53237-0

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-CYRILLE-DE-WENDOVER

(Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné L. Joyal, N.P., secrétaire-trésorier, St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, jusqu'à 7.00 heures du soir, lundi, le 21 mars 1960, pour l'achat de \$140,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, datées du 1er avril 1960 et remboursables par séries du 1er avril 1961 au 1er avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interests, if any, by certified cheque payable at par at Longueuil, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, March 21st, 1960, at 8.30 o'clock p.m., at the City Hall, 100 St-Charles Street West, Longueuil county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil, (County of Chambly), March 2, 1960.

L.-P. GAGNON,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 100 St-Charles Street, West,
Longueuil, (Chambly), P.Q.

Telephone: ORléans 4-4911. 53237

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-CYRILLE-DE-WENDOVER

(Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Joyal, N.P., secretary-treasurer, St-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, until 7.00 o'clock p.m. Monday, March 21st, 1960, for the purchase of an issue of \$140,500.00 of bonds for the school commissioners of the municipality of the village of St-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, dated April 1st, 1960, and redeemable serially from April 1st, 1961 to April 1st, 1980 inclusively with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually

annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 18 janvier 1960 — \$140,500.00 — reconstruction de l'école des filles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$140,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1961.....	x\$27,000.00
1er avril 1962.....	x 28,500.00
1er avril 1963.....	x 30,500.00
1er avril 1964.....	2,000.00
1er avril 1965.....	2,000.00
1er avril 1966.....	2,000.00
1er avril 1967.....	2,500.00
1er avril 1968.....	2,500.00
1er avril 1969.....	2,500.00
1er avril 1970.....	2,500.00
1er avril 1971.....	3,000.00
1er avril 1972.....	3,000.00
1er avril 1973.....	3,500.00
1er avril 1974.....	3,500.00
1er avril 1975.....	3,500.00
1er avril 1976.....	4,000.00
1er avril 1977.....	4,000.00
1er avril 1978.....	4,500.00
1er avril 1979.....	4,500.00
1er avril 1980.....	5,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un total de \$90,750.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 3 versements de \$30,250.00 chacun, de 1961 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement, si elles sont émises pour un terme de 20 ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 mars 1960 à 7.00 heures du soir, en la salle publique, à St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond.

on April 1st, and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution bearing date January 18th, 1960 — \$140,500.00 — reconstruction of a girls school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$140,500.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1961.....	x\$27,000.00
April 1st, 1962.....	x 28,500.00
April 1st, 1963.....	x 30,500.00
April 1st, 1964.....	2,000.00
April 1st, 1965.....	2,000.00
April 1st, 1966.....	2,000.00
April 1st, 1967.....	2,500.00
April 1st, 1968.....	2,500.00
April 1st, 1969.....	2,500.00
April 1st, 1970.....	2,500.00
April 1st, 1971.....	3,000.00
April 1st, 1972.....	3,000.00
April 1st, 1973.....	3,500.00
April 1st, 1974.....	3,500.00
April 1st, 1975.....	3,500.00
April 1st, 1976.....	4,000.00
April 1st, 1977.....	4,000.00
April 1st, 1978.....	4,500.00
April 1st, 1979.....	4,500.00
April 1st, 1980.....	5,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$90,750.00 granted by the Provincial Secretary and payable in 3 instalments of \$30,250.00 each from 1961 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1970, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, March 21st, 1960, at 7.00 o'clock p.m., at the public hall, at St-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. St-Cyrille-de-Wendover, (Comté de Drummond), ce 3 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

L. JOYAL, N.P.

St-Cyrille-de-Wendover, (Drummond), P.Q.

Téléphone: 102.

53238-o

VILLE DE VICTORIAVILLE

(Comté d'Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Raymond Beaudet, greffier, Hôtel de Ville, Victoriaville, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 21 mars 1960, pour l'achat de \$495,000.00 d'obligations de la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska, datées du 1er avril 1960 et remboursables par séries du 1er avril 1961 au 1er avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 77 N.S., tel que modifié — travaux d'égouts et d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$495,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1961.....	\$12,000.00
1er avril 1962.....	13,000.00
1er avril 1963.....	14,000.00
1er avril 1964.....	15,000.00
1er avril 1965.....	16,000.00
1er avril 1966.....	17,000.00
1er avril 1967.....	18,000.00
1er avril 1968.....	20,000.00
1er avril 1969.....	21,000.00
1er avril 1970.....	22,000.00
1er avril 1971.....	24,000.00
1er avril 1972.....	26,000.00
1er avril 1973.....	28,000.00
1er avril 1974.....	29,000.00
1er avril 1975.....	31,000.00
1er avril 1976.....	33,000.00
1er avril 1977.....	36,000.00
1er avril 1978.....	38,000.00
1er avril 1979.....	40,000.00
1er avril 1980.....	42,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises, à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces

The commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Cyrille-de-Wendover, (County of Drummond), March 3rd, 1960.

L. JOYAL, N.P.,

Secretary-Treasurer.

St-Cyrille-de-Wendover, (Drummond), P.Q.

Telephone: 102.

53238

TOWN OF VICTORIAVILLE

(County of Arthabaska)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Raymond Beaudet, clerk, Town Hall, Victoriaville, county of Arthabaska, until 8.00 o'clock p.m. Monday, March 21st, 1960, for the purchase of an issue of \$495,000.00 of bonds for the town of Victoriaville, Arthabaska county, dated April 1st, 1960, and redeemable serially from April 1st, 1961 to April 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 77 N.S., as altered — work on sewers and aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$495,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1961.....	\$12,000.00
April 1st, 1962.....	13,000.00
April 1st, 1963.....	14,000.00
April 1st, 1964.....	15,000.00
April 1st, 1965.....	16,000.00
April 1st, 1966.....	17,000.00
April 1st, 1967.....	18,000.00
April 1st, 1968.....	20,000.00
April 1st, 1969.....	21,000.00
April 1st, 1970.....	22,000.00
April 1st, 1971.....	24,000.00
April 1st, 1972.....	26,000.00
April 1st, 1973.....	28,000.00
April 1st, 1974.....	29,000.00
April 1st, 1975.....	31,000.00
April 1st, 1976.....	33,000.00
April 1st, 1977.....	36,000.00
April 1st, 1978.....	38,000.00
April 1st, 1979.....	40,000.00
April 1st, 1980.....	42,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Victoriaville, Arthabaska county.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the

dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, 21 mars 1960 à 8.00 heures et du soir, en l'Hôtel de Ville, Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Victoriaville, (Comté de Arthabaska), ce 3 mars 1960.

Le Greffier,
RAYMOND BEAUDET.

Hôtel de ville,
Victoriaville, (Arthabaska), P.Q.
Téléphone: PL 2-5529.

53239-0

authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 21st, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Victoriaville, Arthabaska county.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Victoriaville, (County of Arthabaska), March 3rd, 1960.

RAYMOND BEAUDET,
Clerk.

Town Hall,
Victoriaville, (Arthabaska), P.Q.
Tel. phone: PL 2-5529.

53239

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 773 (1959) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: FERNAND VILLE-NEUVE, St-Donat, Québec, débiteur et J. ALEXANDRE DANSEREAU, syndic.

Avis de vente

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

"Designation: Un certain emplacement étant situé dans la municipalité de St-Donat et composé d'une partie du lot numéro un de la subdivision du lot numéro vingt-sept (27-1-Pt.) dans le troisième rang du canton Lussier, au cadastre officiel du canton Lussier, division d'enregistrement Montcalm. Ledit emplacement étant borné comme suit: Vers le sud-ouest par le chemin Coutu; en arrière vers le nord-est par une partie du lot 27-1; vers le sud-est par la rue étant une partie du lot N° 27-1; vers le nord-ouest par une autre partie du lot N° 27-1; mesurant cent pieds (100.0') en front et en arrière dans ses lignes sud-ouest et nord-est par une profondeur de cent quinze pieds (115.0') dans ses lignes nord-ouest et sud-est. Contenant une superficie de onze mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept pieds carrés (11,497 p.c.)."

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Joliette (en faillite) rendu le 7 décembre 1959, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Donat, JEUDI, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de MARS 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$2,000.00.

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Joliette, No 773 (1959). In the Superior Court, (In Bankruptcy). In the matter of: FERNAND VILLENEUVE, St-Donat, Quebec, debtor, and J. ALEXANDRE DANSEREAU, trustee.

Notice of sale

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

"Designation: A certain emplacement being situated in the municipality of St-Donat and composed of a part of lot number one of the subdivision of lot number twenty-seven (27-1-Pt.) in the third range of the township of Lussier, on the official cadaster of the township of Lussier, registration division of Montcalm. The said emplacement being bounded as follows: on the southwest by the Coutu Road; in rear, on the northeast, by a part of lot 27-1; on the southeast, by the street being a part of lot No. 27-1; on the northwest, by another part of lot No. 27-1; measuring one hundred feet (100.0') in front and in rear in its southwest lines and northwest by a depth of one hundred and fifteen feet (115.0') in its northwest and southeast lines. Containing an area of eleven thousand four hundred and ninety-seven square feet (11,497 sq. ft.)."

Shall be sold under judgment of the Superior Court, for the district of Joliette (in bankruptcy) rendered on December 7, 1959, by public auction according to law, and the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the parochial church door of the parish of St-Donat, THURSDAY, the THIRTY-FIRST of MARCH, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% pursuant to the law. The upset price shall be \$2,000.00.

Pour autres renseignements, et cahier des charges, s'adresser à J.-Alexandre Dansereau, syndic.

Daté à Montréal, le 25 février 1960.

Le Syndic,
J.-ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau à:

265 rue Craig Ouest,
Montréal, UN 1-9214.

53182-9-2-0

For other information and the list of charges, apply to J.-Alexandre Dansereau, trustee.

Dated at Montreal, February 25, 1960.

J.-ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Office at:

265 Craig Street, West,
Montreal, UN 1-9214.

53182-9-2-0

Ver te par licitation

BOUDRIAS VS BOUDRIAS ET AL

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 487 572. Bernard Boudrias, demandeur, vs Dame Cécile Leduc-Boudrias et al, défendeurs.

Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Hector Perrier, le 8 février 1960, dans une cause dans laquelle Bernard Boudrias, constable, de L'Abord-à-Plouffe, district de Montréal, est demandeur, et Dame Cécile Leduc, veuve de Aimé Boudrias, de L'Abord-à-Plouffe, district de Montréal, Aimé Boudrias, fils, de L'Abord-à-Plouffe, district de Montréal, François Boudrias, de Laval-des-Rapides, district de Montréal, Pierre Boudrias, de Sherrington, district d'Iberville, Alexandre Boudrias, de Verdun, district de Montréal, Dame Berthe Boudrias, épouse contractuellement séparée de biens de Léo-Paul Gauthier, et ce dernier aux présentes pour autoriser sadite femme aux présentes, tous deux de Drummondville, district d'Arthabaska, Mlle Lise Boudrias, institutrice, célibataire majeure, de L'Abord-à-Plouffe, district de Montréal et Dame Jeanne d'Arc Boudrias, épouse commune en biens de Georges Bernard, et ce dernier aux présentes personnellement et pour autoriser son épouse aux fins des présentes, de Rimouski, district de Rimouski, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

I. Un emplacement, situé à L'Abord-à-Plouffe, boulevard Lévesque, faisant partie du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quarante-six (46-Ptie 2) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin; mesurant soixante-cinq pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par le boulevard Lévesque; du côté sud-ouest par le lot N° 46-1 dudit cadastre; en arrière et du côté nord-est par d'autres parties dudit lot N° 46-2; avec la maison dessus érigée portant le N° 4555 du boulevard Lévesque et autres bâtiments dessus érigés avec les servitudes actives et passives s'y rattachant;

II. Un autre emplacement, situé à L'Abord-à-Plouffe, boulevard Lévesque, et composé comme suit:

1° D'une lisière de terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro quarante-huit (ptie 48) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin; mesurant cent huit pieds de largeur en avant et cent un pieds et quatre pouces de largeur en arrière par deux cent

Sale by Licitati on

BOUDRIAS VS BOUDRIAS ET AL

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 487 572. Bernard Boudrias, plaintiff; vs Dame Cécile Leduc-Boudrias et al, defendants.

Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Judge Hector Perrier, on the 8th day of February, 1960, in a case in which Bernard Boudrias, constable, of L'Abord-à-Plouffe, district of Montreal, is plaintiff, and Dame Cécile Leduc, widow of Aimé Boudrias, of L'Abord-à-Plouffe, district of Montreal, Aimé Boudrias, son, of L'Abord-à-Plouffe, district of Montreal, François Boudrias, of Laval-des-Rapides, district of Montreal, Pierre Boudrias, of Sherrington, district of Iberville, Alexandre Boudrias, of Verdun, district of Montreal, Dame Berthe Boudrias, wife contractually separated as to property of Léo-Paul Gauthier, and the latter party by these presents to authorize his said wife by the presents, both of Drummondville, district of Arthabaska, Miss Lise Boudrias, teacher, spinster of the full age of majority of L'Abord-à-Plouffe, district of Montreal, and Dame Jeanne d'Arc Boudrias, wife common as to property of Georges Bernard, and the latter party by these presents personally as well as to authorize his wife by to these presents, of Rimouski, district of Rimouski, are defendants, ordering the licitation of the immovables designated as follows:

I. An emplacement situated at L'Abord-à-Plouffe, Lévesque Boulevard, forming part of lot No. two of the subdivision of the lot No. forty-six (46-P. 2) of the official plan and book of reference of the parish of St. Martin; measuring sixty-five feet in width by two hundred feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by Lévesque Boulevard; on the southwest side by lot No. 46-1 of the said cadastre; in rear and on the north-east side by other parts of the said lot No. 46-2; with the house and the buildings thereon erected, bearing No. 4555 Lévesque Boulevard, with the servitudes active and passive attached thereto;

II. Another emplacement situated at L'Abord-à-Plouffe, Lévesque Boulevard, and formed as following:

1. Of a strip of land being part of the lot known and designed under the number forty-eight (part 48) of the official plan and book of reference of the parish of St. Martin; measuring one hundred and eight feet in width in the front and one hundred and one feet and four inches in

vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front par le boulevard Lévesque; du côté nord-est par le lot N° 49 dudit cadastre; en arrière et du côté sud-ouest par d'autres parties dudit lot N° 48;

2° Et d'une autre lisière de terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro quarante-neuf (ptie 49) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin; mesurant soixante-quatorze pieds de largeur en avant et quatre-vingt-un pieds et deux pouces de largeur en arrière, par deux cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front par le boulevard Lévesque; du côté sud-ouest par ledit lot N° 48; en arrière et du côté nord-est par d'autres parties dudit lot N° 49; le tout avec la maison dessus érigée portant les Nos 4535 et 4537 du boulevard Lévesque et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant;

III. Un emplacement, situé à Verdun, avenue Gordon, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quinze de la subdivision du lot numéro quatre mille cinq cent treize (4513-15-2-1) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; mesurant seize pieds et six dixièmes de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec la maison dessus érigée portant les Nos 510, 512 et 514 de l'Avenue Gordon et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant et notamment droit de passage, en commun avec qui de droit dans les passages connus sous les numéros 4513-15-2-2, 4513-15-2-4 et 4513-15-4 dudit cadastre de la paroisse de Montréal;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQ AVRIL 1960, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille dollars (\$1,000.00) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur, pour chacune des 3 propriétés.

Montréal, le 9 février 1960.

Le Procureur du demandeur.

ROLAND LANGLOIS.

53061-8-2-o

width at the rear by two hundred and twenty-five feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by Lévesque Boulevard; on the northeast side by lot No. 49 of the said cadastre; on the rear and on the southwest side by other parts of the said lot No. 48;

2. And of another strip of land being part of the lot known and designed under the number forty-nine (P. 49) upon the official plan and book of reference of the parish of St. Martin; measuring seventy-four feet in width in front and eighty-one feet and two inches in width in the rear, by two hundred and twenty-five feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by Lévesque Boulevard; on the southwest side by the said lot No. 48; on the rear and on the northeast side by other parts of the said lot No. 49; the whole with the house thereon erected, bearing the numbers 4535 and 4537 of Lévesque Boulevard and with the servitudes active and passive attached thereto;

III. An emplacement, situated at Verdun, on Gordon Avenue, known and designed under the number one of the subdivision of the lot No. two of the subdivision of the lot No. fifteen of the subdivision of lot No. four thousand five hundred and thirteen (4513-15-2-1) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal; measuring sixteen feet and six tenths of a foot in width by seventy-eight feet in depth, English measure and more or less; with the house thereon erected, bearing Nos. 510, 512 and 514 of Gordon Avenue, and with the servitudes active and passive attached thereto and particularly with the right of way, in common with other parties interested in the passages known under Nos. 4513-15-2-2, 4513-15-2-4 and 4513-15-4 of the said cadastre of the parish of Montreal."

The above described immoveables properties will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FIFTH day of APRIL, 1960 at HALF past TEN o'clock in the forenoon in Room 31, in the Court House of Montreal or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. And any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six (6) days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand dollars (\$1,000.00) shall be exacted before the sale, from each and every bidder, for each of the three properties.

Montreal, February 9, 1960.

ROLAND LANGLOIS,

Attorney for plaintiff.

53061-8-2-o

Vente pour taxes

LA CORPORATION DE LA VILLE DE FORT CHAMBLY

Avis public est par les présentes donné que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère, à l'Hôtel de Ville en la salle municipale de la ville Fort Chambly, JEUDI, le VINGT-

Sale for Taxes

THE CORPORATION OF THE TOWN OF FORT CHAMBLY

Public notice is hereby given that property hereinafter described will be sold by auction at the City Hall of the town of Fort Chambly on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH (24), of

QUATRE (24) MARS 1960, à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente, concernant l'immeuble suivant, savoir:

1° Un emplacement situé au numéro civique 17 sur la rue Bennett en la ville de Fort Chambly, connus et désignés comme étant partie du lot N° 26 de 113, mesurant 40 pieds de largeur sur 60 pieds de profondeur, le tout à la mesure anglaise, aux plan et livre de renvoi officiels dudit village du canton de Chambly, borné; en front au sud, par la rue Bennett; d'un côté à l'est, par une partie dudit lot N° 26 de 113; en profondeur, au nord, par un terrain appartenant audit Lawrence Hegarty; et de l'autre côté, à l'ouest, par la partie du même lot. N° 26 de 113, restant la propriété du vendeur, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à M. Léo Gemme, 17 rue Bennett ville Fort Chambly, Québec. Taxes totales et intérêts: \$39.99.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

Condition de la vente: argent comptant où chèque accepté.

Immeuble sujet au droit de retrait d'un an.

Donné à l'Hôtel de Ville de Fort Chambly, ce 23ème jour de février 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE DEMERS.
53154-9-2-o

MARCH, 1960, at TEN (10) o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal, school and other taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale, respecting the following immoveable, to wit;

1. An emplacement situated at 17 Bennett street, in the town of Fort Chambly, known and designated as being part of lot No. 26 of 113, measuring 40 feet in frontage 60 feet in depth, all in English measurements, of the official cadastre of the village of canton of Chambly, bounded in front to the south by Bennett street, on one side to the east by a part of lot No. 26 of 113, in depth to the north by a piece of land belonging to Lawrence Hegarty, and on the other side to the west by a part of same lot 26 of 113, remaining the property of the vendor, with buildings thereon erected, as belonging to Mr. Léo Gemme, 17 Bennett street, town of Fort Chambly, Quebec. Total taxes and interests: \$39.99.

The said sale shall be made with all the servitudes both active and passive, apparent and unapparent attaching to said immoveable.

Condition of sale: cash or accepted cheque.

Immoveable subject to right of redemption for one year.

Given at the City Hall of Fort Chambly, this 23th day of February 1960.

PIERRE DEMERS,
Secretary-Treasurer.
53154-9-2-o

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **RENAUD BÉRUBÉ**, pro-
N° 14,300. fesseur, demeurant au
numéro 2160, chemin Ste-
Foy, Québec, demandeur; vs **LUCIEN THERRIEN**, de Ste-Séraphine, maintenant, de Montréal, défendeur.

Une terre mesurant environ cent acres en superficie, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Kingsey, pour le douzième rang, comme étant la moitié nord-ouest du numéro dix-neuf (½ n.-o. 19), avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Séraphine, comté d'Arthabaska, le **DIX-SEPTIÈME** jour de **MARS 1960**, à **TROIS** heures de l'après-midi.

Le Shérif,
FÉLIX HOULE.
Bureau du Shérif, Arthabaska, ce 9 février 1960 53036-7-2-o

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **DAME J. A. GOULET**,
N° 14,331. commerçante publique
de Ham-Nord, demanderesse;
vs **EDDY ROY**, de Ham-Nord, défendeur.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { **RENAUD BÉRUBÉ**, tea-
No. 14,300. cher, living at 2160
Ste-Foy Road, Quebec, plain-
tiff, vs **LUCIEN THERRIEN**, of Ste-Séraphine,
now of Montreal, defendant.

A lot of land measuring approximately one hundred acres in superficial area known and designated on the official cadaster of the Kingsey township, for the twelfth range, as being the north-west half of number nineteen (½ n.-w. 19), with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Ste-Séraphine, county of Arthabaska, the **SEVENTEENTH** day of **MARCH 1960**, at **THREE** o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Arthabaska, this February 9, 1960 53036-7-2 Sheriff.

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { **DAME J. A. GOULET**,
No. 14,331. public merchant, of
Ham-North, plaintiff; vs **EDDY ROY**, of Ham-North, defendant.

1° Une terre de cent acres, plus ou moins, faisant partie du lot numéro vingt et un, dans dixième rang du canton de Ham, et connue au cadastre officiel dudit canton de Ham, comme étant la demie nord-ouest, dudit lot vingt et un. Cette terre est bornée en avant au chemin public, des deux côtés au terrain d'uti acquéreur et en arrière au cordon du onzième rang dudit canton de Ham; avec bâtisses dessus construite.

2° La moitié sud-ouest du lot numéro vingt et un du rang dix du canton de Ham, avec bâtisses dessus construites.

3° Partie de la moitié nord-est du lot numéro vingt et un au plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dixième rang du canton de Ham, de la contenance d'un quart d'arpent sur la largeur le long du chemin de front entre les rangs neuf et dix sur un demi arpent de profondeur, borné en front au nord-est par le chemin public, d'un côté vers le sud-ouest par la moitié sud-ouest du lot vingt et un, en profondeur et de l'autre côté par le résidu du même lot demie nord-est vingt et un, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sts-Martyrs Canadiens, comté de Wolfe, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Arthabaska, ce 1er mars 1960. FÉLIX HOULE.
53220-10-2-o

1. A farm of one hundred acres, more or less, forming part of lot number twenty-one, in the tenth range, of the township of Ham, and known on the official cadaster of the said township of Ham, as being the northwest half of the said lot twenty-one. This farm is bounded in front by the public road, on both sides by the land of the said purchaser and in rear by a "cordon" of the eleventh range of the said township of Ham; with buildings thereon erected.

2. The southwest half of lot number twenty-one of range ten of the township of Ham, with buildings thereon erected.

3. Part of the northeast half of lot number twenty-one on the official plan and in the book of reference of the official cadaster for the tenth range of the township of Ham, containing a quarter of an arpent on the width along the front road between ranges nine and ten along a half arpent in depth, bounded in front on the northeast by the public road, on one side on the southwest, by the southwesterly half of lot twenty-one, in depth and on the other side, by the residue of the same lot northeast half twenty-one, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sts-Martyrs Canadiens, county of Wolfe, on the SEVENTH day of APRIL, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, March 1st, 1960. Sheriff.
53220-10-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris District de Beauce

Cour du Magistrat, à savoir: { ROGER ROY, commer-
N° 28310. { cant, domicilié à
Lambton, dans le district
de Beauce, contre GÉ-

RARD ROY, anciennement domicilié à Lambton, dans le district de Beauce, maintenant de domicile inconnu, à savoir: Le lot 8-F un quart d'arpent de large par un arpent de long, borné comme suit: front, rue principale, côté sud-ouest, terrain de la Fabrique, côté sud-est, par Bertrand Belgrade, et le côté nord-est par Mme Adolphe Gagnon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Lambton, dans le comté de Frontenac, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Joseph de Beauce, J. S. POULIOT.
le 17 février 1960. 53088-8-2-o
[Première insertion: 20 février 1960]
[Seconde insertion: 5 mars 1960]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris District de Beauharnois

Cour Supérieure, { CENTRAL MORTGAGE
N° 4269. { & HOUSING CORPO-
RATION a body corporate
and politic, duly incorporated according to law,
and having its head office in the city of Montreal,
demandeur, contre PAUL EUGÈNE PICHER,
of Châteauguay, district of Beauharnois, défendeur.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris District de Beauce

Magistrate's Court, to wit: { ROGER ROY, trades-
No. 28310. { man, domiciled at
Lambton, in the district
of Beauce, against GÉ-

RARD ROY, heretofore domiciled at Lambton, in the district of Beauce, presently of whereabouts unknown, to wit: Lot 8-F a quarter of an arpent in width by an arpent in length, bounded as follows: front, Principal Street, southwest side, lot on church property, southeast side, by Bertrand Belgrade, and on the northeast side, by Mrs. Adolphe Gagnon.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Lambton, in the county of Frontenac, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St-Joseph de Beauce, Sheriff.
February 17, 1960. 53088-8-2
[First insertion: February 20, 1960]
[Second insertion: March 5, 1960]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris District of Beauharnois

Superior Court, { CENTRAL MORTGAGE
No. 4269. { & HOUSING CORPO-
RATION, a body corporate
and politic, duly incorporated according to law,
and having its head office in the city of Montreal,
plaintiff, vs PAUL EUGÈNE PICHER, of
Châteauguay, district of Beauharnois, defendant.

"Un immeuble ayant front sur la rue Crépin à Châteauguay, comté de Châteauguay, contenant trente-sept pieds et cinq-dixièmes de pieds de largeur, sur quatre-vingt-quinze pieds et cinq dixièmes de profondeur dans sa ligne ouest, et quatre-vingt-seize pieds de profondeur dans sa ligne est, et composé comme suit: 1° De la totalité du lot numéro un, de la subdivision du lot numéro cent quatre, de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-dix-huit, (278-104-1), au cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay; 2° De la totalité du lot numéro cinq cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-dix-huit (278-534), au cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay:

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, et notamment, une maison et ses dépendances, portant le numéro civique 79 rue Crépin, Ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, dont le mur est mitoyen avec la propriété voisine.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans aucune exception ni réserve de la part de l'emprunteur."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de l'Assomption, comté de Châteauguay, le JEUDI, QUATORZIÈME jour d'AVRIL, 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.

Salaberry de Valleyfield,

29 février 1960.

53221-10-2-o

[Première publication: le 5 mars 1960]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Beauharnois

Cour Supérieure, { PAUL VIAU LIMITÉE,
N° 4698. { corps politique et incor-

poré ayant son bureau d'affaires dans la cité de Salaberry de Valleyfield district de Beauharnois, demandeur, contre CYPRIEN DROUIN, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

"Les lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante-quinze et soixante-seize, de la subdivision du lot de terre connu et désigné au plan et dans le livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous les numéros (6-75 et 76), contenant les deux lots quatre-vingt-quinze pieds de largeur, par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, mesure anglaise, avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus "en bloc" au Bureau du Shérif au Palais de Justice à Valleyfield, district de Beauharnois, le MARDI, DOUZIÈME jour d'AVRIL, 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.

Salaberry de Valleyfield,

1er de mars 1960.

53223-10-2-o

[Première publication le 5 mars 1960]

Fieri Facias de Terris

District de Beauharnois

Cour Supérieure, { GÉRARD THÉORET,
N° 4486. { journaliste, de Salaberry

de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur, contre LES HÉRITIERS DE FEU ALBERT LOISELLE, en son vivant, contracteur, de la paroisse de St-Thimothée, district de Beauharnois, défendeurs, et J.-NESTOR HAMEL, Montréal, district de Montréal, en sa qualité de syndic à la faillite de

"An immoveable having frontage on Crépin street at Châteauguay, county of Châteauguay, measuring thirty-seven and five-tenths feet in width, by ninety-five and five-tenths feet in depth on the west side, and ninety-six feet in depth on the east side, and composed as follows: 1. Of the whole of lot number one, of the subdivision of lot number one hundred and four, of the official subdivision of the original lot number two hundred and seventy-eight, (278-104-1), in the official cadaster of the parish of St. Joachim of Châteauguay; 2. Of the whole of lot number five hundred and thirty-four of the official subdivision of the original lot number two hundred and seventy-eight (278-534) of the official cadaster of the parish of St. Joachim of Châteauguay:

With all the buildings erected thereon, and notably, a house and its dependencies, bearing civic number 79 Crépin street, town of Châteauguay, county of Châteauguay, whose wall is common to the neighboring property.

As the whole is presently found, with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to said immoveable, with neither exception nor reservation on the part of the borrower."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de l'Assomption, county of Châteauguay, on THURSDAY the FOURTEENTH day of APRIL, 1960, at TEN o'clock a.m.

ERNEST POIRIER.

Sheriff's Office,

Salaberry de Valleyfield,

February 29, 1960.

Sheriff.

53221-10-2

[First publication: March 5, 1960]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of Beauharnois

Superior Court, { PAUL VIAU LIMITÉE,
No. 4698. { body politic and incor-

porated having its head office in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, vs CYPRIEN DROUIN, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

"The lots of land known and designated under the numbers seventy-five and seventy-six, of the subdivision of the lot of land known and designated in the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, under the numbers (6-75 and 76), containing the two lots ninety-five feet in width, by ninety-six feet in depth, English measure, with a house and other buildings constructed thereon.

To be sold "en bloc" at the Sheriff's Office in the Palace of Justice at Valleyfield, district of Beauharnois, TUESDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1960, at ELEVEN o'clock a.m.

ERNEST POIRIER.

Sheriff's Office,

Salaberry de Valleyfield,

March 1st, 1960.

Sheriff.

53223-10-2

[First publication: March 5, 1960]

Fieri Facias de Terris

District of Beauharnois

Superior Court, { GÉRARD THÉORET,
No. 4486. { journalist, of Salaberry

de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, vs THE HEIRS OF THE LATE ALBERT LOISELLE, in his lifetime, contractor, of the parish of St-Thimothée, district of Beauharnois, defendants, and J.-NESTOR HAMEL, of Montreal, district of Montreal, in his capacity as trustee in the bankruptcy of the

la succession de feu Albert Loisel, ci-devant de la paroisse de St-Thimothée, district de Beauharnois, mis-en-cause, et ANTOINE DUPUIS, de Beauharnois, district de Beauharnois, en sa qualité de registrateur de la division d'enregistrement de Beauharnois, mis-en-cause.

A savoir: "a) Le lot numéro dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent soixante-quatorze (N° 574-10) du cadastre officiel de la paroisse de St-Thimothée, ayant une superficie de 18,986 pieds carrés.

b) D'une partie du lot numéro neuf, de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent soixante-quatorze (P. 574-9), du cadastre officiel de la paroisse St-Thimothée, ayant dix (10) pieds de largeur par la profondeur dudit lot, et borné comme suit: au nord par la partie du lot numéro 574-7, à l'est par le résidu du lot numéro 574-9; au sud par partie non subdivisée du lot 574; à l'ouest par le lot numéro 574-10, ayant une superficie de 1,315 pieds carrés.

Avec toutes les bâtisses ci-dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Thimothée, comté de Beauharnois, le JEUDI, SEPTIÈME jour d'AVRIL 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.

Salaberry de Valleyfield,

29 de février 1960.

53224-10-2-o

[Première publication le 5 mars 1960.]

estate of the late Albert Loisel, heretofore of the parish of St-Thimothée, district of Beauharnois, mis-en-cause, and ANTOINE DUPUIS, of Beauharnois, district of Beauharnois, in his capacity as registrar of the registration division of Beauharnois, mis-en-cause.

To wit: "a) The lot number ten of the official subdivision of the original lot number five hundred and seventy-four (P. No. 574-10), of the official cadaster of the parish of St-Thimothée, having an area of 18,986 square feet.

b) Of a part of lot number nine, of the subdivision of the original lot number five hundred seventy-four (P. 574-9), of the official cadaster of the parish of St-Thimothée, measuring ten (10') feet in width by the depth of said lot, and bounded as follows: on the north by the part of lot number 574-7, on the east by the residue of lot number 574-9; on the south by part, not subdivided, of lot 574; on the west by the lot number 574-10, having an area of 1,315 square feet.

With all the buildings erected thereon."

To be sold at the door of the parochial church of St-Thimothée, county of Beauharnois, on THURSDAY the SEVENTH day of APRIL, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,

Sheriff's Office,

Salaberry de Valleyfield,

February 29, 1960.

Sheriff.

53224-10-2

[First publication: March 5, 1960.]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { CAMILLE ROBERT,
N° 9632. { marchand de grains, de
Sweetsburg, district de Bedford, demandeur, vs ANDRÉ POPIEL du canton de Dunham, district de Bedford, défendeur.

"Lots numéros 391 et 394 du cadastre officiel du canton de Dunham, avec les bâtisses y érigées."

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Croix de Dunham, district de Bedford, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif,

Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.

Sweetsburg, ce 1er mars 1960. 53225-10-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { CAMILLE ROBERT,
No. 9632. { grain merchant, of
Sweetsburg, district of Bedford, plaintiff, vs ANDRÉ POPIEL of the township of Dunham, district of Bedford, defendant.

"Lots number 391 and 394 of the official cadaster of the township of Dunham, with the buildings erected thereon."

To be sold "en bloc", at the door of the parochial church of Ste-Croix of Dunham, district of Bedford, the SEVENTH day of APRIL, 1960, at TWO o'clock p.m.

ANTONIN BOURASSA,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, March 1st, 1960.

Deputy Sheriff.

53225-10-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { CHICOUTIMI AUTO-
N° 26,201. { MOBILE LTÉE.,
corporation légale ayant un

bureau d'affaire à Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi; demanderesse; vs ÉMILE GAMACHE, résidant à 448 Boulevard Charlevoix, Chicoutimi, district de Chicoutimi, défendeur;

Contre le défendeur:

"Un terrain formé des lots 1140-27 et 1116-13 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, avec toutes bâtisses construites ou à être construites sur ce terrain ou toutes dépendances."

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { CHICOUTIMI AUTO-
No. 26,201. { MOBILE LTÉE.,
legal corporation having a

business office at Chicoutimi-North, district of Chicoutimi; plaintiff; vs ÉMILE GAMACHE, residing at 448 Charlevoix Boulevard, Chicoutimi, district of Chicoutimi, defendant;

Against the defendant:

"A lot of land formed of lots 1140-27 and 1116-13 of the official cadaster for the town of Chicoutimi, with all buildings thereon erected or to be erected on this lot of land or any dependencies."

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, cité de Chicoutimi, le SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 29 février 1960. 53207-10-2-o

To be sold at my office at the Court House, City of Chicoutimi, on the SEVENTH day of the month of APRIL, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, February 29, 1960. 53207-10-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { L. BONHOMME & FILS
N° 8499. { L. LTÉE, corporation
légalement constituée et ayant
son siège social à Maniwaki, district de Hull,
demanderesse, vs HUGHES DUVAL, de Mani-
waki, district de Hull, défendeur.

"Une certaine parcelle de terrain, de forme irrégulière faisant partie du lot 2-1, rang A, canton d'Egan, ville de Maniwaki, comté de Gatineau, province de Québec, laquelle partie de terrain peut être plus particulièrement décrite comme suit:

Commençant à un point situé à une distance de cent pieds (100') au sud du coin sud-ouest du lot 1-32 du cadastre officiel du canton d'Egan, lot 1, rang A; de là en direction sud, une distance de soixante (60') pieds, de là tournant un angle droit vers l'est une distance de cent (100') pieds; de là tournant un angle droit vers le nord une distance de soixante (60') pieds; de là tournant un angle droit vers l'ouest une distance de cent (100') pieds jusqu'au point de départ.

Ladite parcelle de terrain ainsi décrite contient en superficie six mille pieds carrés (6,000 p.c.) et est borné au nord par une partie du lot 2-1 propriété d'Aldège Beaulieu, à l'est par une partie du lot 2-1 propriété d'Aldège Beaulieu, au sud par une partie du lot 2-1 propriété d'Aldège Beaulieu, et à l'ouest par une partie du lot 2-1 (rue projetée) propriété d'Ernest Nault, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendue à la porte de l'église de l'Assomption, en la ville de Maniwaki, le QUINZIÈME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Hull, ce 6 février 1960.
53026-7-2-o.

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { JEAN BRABANT, forgeron,
N° 6896. { de Limbour, district de
Hull, demandeur, vs GEOR-
GES MOREAU, jr., de Limbour, district de
Hull, défendeur.

"Un immeuble connu et désigné comme suit: Partie du lot numéro sept "A" (7-A) rang huit (8), canton de Hull, mesurant soixante (60) pieds de largeur le long du chemin public par environ deux cents (200) pieds de profondeur, tel que borné à un acte de vente en date du 11 juillet, 1956, passé devant Me F. A. Binet, consenti par Georges Moreau, sr., à Georges Moreau, jr., et dûment enregistré; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église St-Alexandre, à Limbour, dit district, le HUITIÈME jour

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { L. BONHOMME & FILS
No. 8499. { L. LTÉE, a legally incor-
porated corporation and
having its head office at Maniwaki, district of
Hull, plaintiff, vs HUGHES DUVAL, of Mani-
waki, district of Hull, defendant.

"A certain parcel of land of irregular form forming part of lot 2-1, range A, township of Egan, town of Maniwaki, county of Gatineau, Province of Quebec, which part of land may be more particularly described as follows:

Starting at a point situated at a distance of one hundred feet (100') south of the southwest corner of lot 1-32 of the official cadaster of the township of Egan, lot 1, range A; thence, in a southerly direction for a distance of sixty feet (60') thence, turning a right angle on the east for a distance of one hundred (100') feet; thence, turning a right angle on the north at a distance of sixty (60') feet; thence, turning a right angle on the west for a distance of one hundred (100') feet to the starting point.

The said parcel of land thus described contains in area six thousand square feet (6,000 sp. feet) and is bounded on the north by a part of lot 2-1 property of Aldège Beaulieu, on the east, by a part of lot 2-1 property of Aldège Beaulieu, on the south, by a part of lot 2-1 property of Aldège Beaulieu, and on the west, by a part of lot 2-1 (projected street) property of Ernest Nault, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the church door of l'Assomption, in the town of Maniwaki, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, this 6th day of February, 1960.
53026-7-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { JEAN BRABANT, black-
No. 6896. { smith, of Limbour, dis-
trict of Hull, plaintiff, vs
GEORGES MOREAU, jr., of Limbour, district
of Hull, defendant.

"An immoveable known and designated as follows: Part of lot number seven "A" (7-A) range eight (8), township of Hull, measuring sixty (60) feet in width along the public road by about two hundred (200) feet in depth, as bounded by a deed of sale dated July 11, 1956, passed before Me F. A. Binet, consented to by Georges Moreau, Sr., to Georges Moreau, Jr., and duly registered; with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the church door of St-Alexandre, at Limbour, said district, on the EIGHTH day

du mois d'AVRIL 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Hull, ce 1er mars 1960. R. ST-PIERRE.
53226-10-2-0

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, { A IMÉ LAROSE, élec-
N° 8295. { tricien, faisant affai-
res à Gatineau, sous le nom
de Larose Electric, demandeur, vs HENRI
DAGENAIS, Cantley, P.Q., défendeur.

"Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot 8-B, rang 10, canton de Hull, mesurant 125 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur, plus ou moins, borné au nord par partie du même lot, propriété d'un nommé Dick Rafter ou représentants, au sud par partie du même lot, propriété de Madame Simone Moreau ou représentants, à l'est par partie du même lot, propriété de Delphis Whisselle ou représentants, et à l'ouest par le chemin de Cantley", avec bâtisses y érigées".

Pour être vendu à la porte de l'église St. Alexandre, à Limbour, dit district, le HUITIÈME jour du mois d'AVRIL, 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Hull, 1 mars 1960. R. ST-PIERRE.
53227-10-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: { CAISSE NATIONALE
Cour Supérieure, { D'ÉCONOMIE,
N° 478 650. { demanderesse, vs YVES
COSSETTE, défendeur.

"Un emplacement sis à Montréal, avenue Delorimier, connu et désigné sous le numéro trois cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et un (161-322) du cadastre officiel du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur plus ou moins, mesure anglaise, avec bâtisses y érigées portant le numéro civique 5340 avenue Delorimier, ainsi qu'une autre bâtisse portant le numéro 5344 de ladite rue Delorimier, et toutes dépendances desdites bâtisses.

Le tout sujet à un acte créant servitude de mitoyenneté et de vue entre Napoléon Richard et Yves Cossette, acte passé le 11 novembre 1953, devant Me Athanase Fréchette, notaire, sous le numéro 3960 de ses minutes, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le numéro 1041112."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour du mois de MARS, 1960, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, le 10 mars 1960. CAISSE &
LAURENCELLE.
53035-7-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: { HOME BUILDERS
Cour supérieure, { SUPPLY CO. INC.,
N° 467154. { demanderesse vs WAKE-
FIELD ENTERPRISES
LTD., défenderesse.

of the month of APRIL, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST-PIERRE,
Hull, March 1st, 1960. Sheriff.
53226-10-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, { A IMÉ LAROSE, elec-
No. 8295. { trician, carrying on
business at Gatineau under
the name of Larose Electric, plaintiff, vs HENRI
DAGENAIS, Cantley, P.Q., defendant.

"An immoveable known and designated as being part of lot 8-B, range 10, township of Hull, measuring 125 feet in width by 150 feet in depth, more or less, bounded on the North by part of the same lot, property of one named Dick Rafter or representatives, on the south, by part of the same lot, property of Madame Simone Moreau or representatives, on the east, by part of the same lot, property of Delphis Whisselle or representatives, and on the west, by the Cantley Road, with buildings thereon erected".

To be sold at the church door of St-Alexandre, at Limbour, said district, on the EIGHTH day of the month of APRIL, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST-PIERRE,
Hull, March 1st, 1960. Sheriff.
53227-10-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: { CAISSE NATIONALE
Superior Court, { D'ÉCONOMIE,
No. 478 650. { plaintiff; vs YVES COS-
SETTE, defendant.

"An emplacement situated at Montreal, Delorimier Avenue, known and designated under number three hundred and twenty-two of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty-one (161-322) of the official cadaster of the incorporated village of the Côte de la Visitation, measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth more or less, English measure, with buildings thereon erected, bearing civic number 5340 Delorimier Avenue, as well as another building bearing number 5344 of the said Delorimier Street, and all dependencies of the said buildings.

The whole subject to a deed creating a servitude of joint ownership and view between Napoléon Richard and Yves Cossette, deed passed on November 11, 1953, before Me Athanase Fréchette, notary, under number 3960 of his minutes, registered at the Registration Office of the division of Montreal, under number 1041112."

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of the month of MARCH, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE &
Montreal, March 10, 1960. LAURENCELLE.
53035-7-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: { HOME BUILDERS
Superior Court, { SUPPLY CO. INC.,
No. 467154. { plaintiff, vs WAKEFIELD
ENTERPRISES LTD.,
defendant.

"Un emplacement ayant front sur l'Avenue Connaught, maintenant rue Hamel, dans le Parc Queen Mary, Sault-au-Recollet, formant partie du lot numéro deux cent dix-sept aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse du Sault-au-Recollet, et plus particulièrement connu au plan de la subdivision officielle dudit lot sous le numéro cent quarante-neuf (217-149) contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, et une superficie de deux mille deux cent soixante-quinze pieds carrés mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses sur ledit lot."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1960, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

CAISSE &

Bureau du Shérif, LAURENCELLE,
Montréal, le 2 mars 1960. 53212-10-2

"An emplacement having frontage on Connaught Avenue, presently Hamel Street, in Queen's Mary's Park, Sault-au-Recollet, forming part of lot number two hundred and seventeen on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Sault-au-Recollet, and particularly known on the plan of the official subdivision of the said lot under number one hundred and forty-nine (217-149) containing twenty-five feet in width by ninety-one feet in depth, and an area of two thousand two hundred and seventy-five square feet English measure and more or less, with the buildings on the said lot."

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, March 2, 1960. 53212-10-2

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, N° 2451. { LA CAISSE POPULAIRE
DE ST-CÉLESTIN,

corporation légalement constituée en vertu de la Loi des syndicats coopératifs du Québec, ayant son siège social au village de Annville, district de Nicolet, demanderesse, vs M. JEAN-JACQUES FRÉCHETTE, résidant en la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

"Un emplacement situé au village d'Annville, en la paroisse de St-Célestin, de la contenance de soixante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, avec une maison et dépendances dessus construites et est connu et désigné comme étant le lot numéro cent onze (N° 111) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de St-Célestin, et est borné au sud-est par le chemin public, au nord-est par Ubald Béliveau, au nord par Irène Arseneault, et au sud-ouest par Paul Guillemette."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Célestin, le QUINZIÈME jour de MARS 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BLONDIN,
Nicolet, 8 février 1960. 53028-7-2-0

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour Supérieure, N° 6108. { CLIFFORD RISTO,
boucher, domicilié en la

ville de Pembroke, province d'Ontario, demandeur vs WILLIAM JOSEPH McKINNON, journaliste, domicilié en la ville de Pembroke, province d'Ontario, défendeur.

Les lots 26 et 27, du 4e rang, conformément aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de l'Île-aux-Allumettes, comté de Pontiac, contenant, plus ou moins 200 acres de terrain en superficie, avec les constructions dessus érigées."

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 2451. { LA CAISSE POPULAIRE
DE ST-CÉLESTIN,

legally incorporated corporation constituted under the Quebec Cooperative Syndicates Act, having its head office in the village of Annville, district of Nicolet, plaintiff, vs Mr. JEAN-JACQUES FRÉCHETTE, residing in the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the village of Annville, in the parish of St-Célestin, containing sixty feet in frontage by one hundred and fifty feet in depth, with a house and dependencies thereon erected and is known and designated as being lot number one hundred and eleven (No. 111) of the official cadaster of the county of Nicolet for the parish of St-Célestin, and is bounded on the southeast by the public road, on the northeast by Ubald Béliveau, on the north, by Irène Arseneault and on the southwest by Paul Guillemette."

To be sold at the parochial church door of St-Célestin, on the FIFTEENTH day of MARCH, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,

Sheriff's Office, Sheriff,
Nicolet, February 8, 1960. 53028-7-2

PONTIAC

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Superior Court, No. 6108. { CLIFFORD RISTO,
butcher, domiciled in the

town of Pembroke, in the Province of Ontario, plaintiff; vs WILLIAM JOSEPH McKINNON, labourer, domiciled at the town of Pembroke, in the Province of Ontario, defendant.

"Lots 26 and 27, in the 4th range, according to the official plan and in the book of reference in and for the said township of Allumette Island county of Pontiac, containing more or less, 200 acres of land in superficies with the buildings thereon erected."

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, MARDI, le CINQUIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent soixante à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Campbell's Bay, DOMINIC SLOAN,
le 29 février 1960. 53222-10-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { JEAN PAUL AUCLAIR,
N° 99,143. { garagiste, de St-Émile,
comté de Québec, contre
ADRIEN ARSENAULT, de St-Émile, comté de Québec.

"Un emplacement situé dans la paroisse de St-Émile formant partie du lot connu et désigné sous le numéro onze cent soixante-deux (Ptie 1162) sous le plan et dans le livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de St-Ambroise, mesurant soixante et onze (71') pieds de largeur dans la ligne nord-sud, sus soixante-dix (70') pieds de profondeur dans la ligne est-ouest, mesure anglaise, borné au nord par le terrain de Omer Boies, au sud par le résidu du terrain du vendeur, au nord-est par le terrain de Robert Beaulieu, et au sud-ouest par un chemin privé de trente-six (36') pieds de longueur formant partie du même lot cadastral, et dans lequel l'acquéreur, ses héritiers et ayant cause auront droit de passage à pieds et en voiture, en tout temps et à perpétuité, pour communiquer du terrain vendu au chemin public à St-Émile (rue des Érables), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Émile, comté de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Québec, le 9 février 1960. Dr. J. R. GOBEIL.
[Première insertion: 13 février 1960] 53027-7-2-o
[Deuxième insertion: 5 mars 1960]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { JACQUES LABRECQUE,
N° 85,339. { entrepreneur général, domicilié à 5 rue Labrecque,
Orsainville, district de Québec, P.Q., contre
Dame J. B. L. LAJEUNESSE, épouse de J. B. L. Lajeunesse, résidant à 476, Ste-Agnès, Québec, district de Québec, P.Q.

Avis est par le présent donné que l'immeuble qui devait être vendu en la présente cause à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de FÉVRIER à DIX heures du matin, et qui ne l'a pas été, sera vendu au même endroit le ONZIÈME jour de MARS 1960 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Québec, le 26 février 1960. Dr. J. R. GOBEIL.
[Première insertion: 5 mars 1960.] 53206-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { BENOIT PELLETIER,
N° 21,295. { commerçant de la ville
de Matane, district de Ri-

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in Campbell's Bay, on TUESDAY the FIFTH day of APRIL, in the year one thousand nine hundred and sixty, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINIC SLOAN,
Campbell's Bay, Sheriff.
February 29th, 1960. 53222-10-2-o

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { JEAN PAUL AUCLAIR,
No. 99,143. { garage-keeper, of St-Émile,
le, county of Quebec, against
ADRIEN ARSENAULT, of St-Émile, county of Quebec.

"An emplacement situated in the parish of St-Émile forming part of lot known and designated under number eleven hundred and sixty-two (Pt. 1162) under the plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of St-Ambroise, measuring seventy-one (71') feet in width in the north-south line, by seventy (70') feet in depth in the east-west line, English measure, bounded on the north by the land of Omer Boies, on the south, by the residue of the land of the vendor, on the northeast, by the land of Robert Beaulieu, and on the southwest, by a private road of thirty-six (36') feet in length forming part of the same cadastral lot, and in which the purchaser, his heirs and entitled parties shall have right-of-way on foot and by carriage, at any time in perpetuity, to communicate from the land sold to the public road at St-Émile (des Érables Street), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Émile, county of Quebec, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Dr. J. R. GOBEIL,
Quebec, February 9, 1960. Sheriff.
[First insertion: February 13, 1960] 53027-7-2
[Second insertion: March 5, 1960]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { JACQUES LABRECQUE,
No. 85,339. { general contractor, domiciled at 5 Labrecque Street,
Orsainville, district of Québec, P.Q., against
Dame J. B. L. LAJEUNESSE, wife of J. B. L. Lajeunesse, residing at 476 Ste-Agnès Street, Québec, district of Québec, P.Q.

Notice is hereby given that the immovable that was to have been sold in the present case at the parochial church door of Charlesbourg, county of Québec, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY at TEN o'clock in the morning, and which was not, shall be sold at the same place on the ELEVENTH day of MARCH, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Dr. J. R. GOBEIL,
Quebec, February 26, 1960. Sheriff.
[First insertion: March 5, 1960.] 53206

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, { BENOIT PELLETIER,
No. 21,295. { tradesman of the town
of Matane, district of Rimous-

mouski, demandeur; vs RÉAL BERNIER, de la ville de Sept-Iles, district de Saguenay, défendeur.

Le lot portant le numéro trois cent cinquante-cinq (355), rang 2, du canton Letellier, situé en la ville de Sept-Iles, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot portant le numéro quatre cent soixante-quatre (464), rang 2, du canton Letellier, situé dans la ville de Sept-Iles, sans bâtisses.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Joseph, ville de Sept-Iles, le SEIZIÈME jour de MARS, 1960, à DEUX heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique)

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 8 février 1960. 53017-7-2-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { **ROC INCORPORÉ**,
N° 22,396. { corps politique légalement constitué ayant une

place d'affaires en la ville de Sept-Iles, district de Saguenay, demandeur vs JEAN-MARIE BARBONI demeurant et résidant en la ville de Sept-Iles, district de Saguenay.

1° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro partie de trente-cinq-deux-A (P. 35-2-A), rang un (1) d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Sept-Iles, situé dans la ville de Sept-Iles, canton Letellier, largeur cinq pieds (5) sur cent (100) pieds de profondeur, et borné comme suit: nord-ouest, trente-cinq-un-B-un (35-1-B-1), nord-est, Avenue Brochu, sud-est, résidu du lot trente-cinq-2-A (35-2-A), et au sud-ouest: trente-cinq-un-B-deux (35-1-B-2), avec bâtisses.

2° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro partie trente-cinq-B-un (P. 35-1-B-1), du rang un (1) d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Sept-Iles, situé en la ville de Sept-Iles, canton Letellier, mesurant cinquante (50) pieds de largeur et cent (100) pieds de longueur, et borné comme suit: nord-ouest lot trente-cinq-un-A-un (35-1-A-1), nord-est, Avenue Brochu, sud-est, trente-cinq-deux-A (35-2-A) et trente-cinq-deux-B (35-2-B) et au sud-ouest trente-cinq-un-B-deux (35-1-B-2). Avec bâtisses.

3° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro partie trente-cinq-un-B-deux (P. 35-1-B-2), du rang un (1) d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Sept-Iles, situé dans la ville de Sept-Iles, canton Letellier, mesurant cinquante (50) pieds de largeur et cent-vingt-cinq (125) pieds de longueur et borné comme suit: nord-ouest par les lots trente-cinq-un-A-deux (35-1-A-2), et nord-est, lot trente-cinq-un-B-un (35-1-B-1), sud-est trente-cinq-B-deux (35-B-2) et sud-ouest, lot trente-cinq-un-B-deux (35-1-B-2). Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique, de la paroisse de St-Joseph, ville de Sept-Iles, le SEIZIÈME jour de MARS, 1960, à TROIS heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 8 février 1960. 53018-7-2-o

ki, plaintiff; vs RÉAL BERNIER, of the town of Sept-Iles, district of Saguenay, defendant.

Lot bearing number three hundred and fifty-five (355), range 2, of the Letellier township, situated in the town of Sept-Iles, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Lot bearing number four hundred and sixty-four (464), range 2, of the Letellier township, situated in the town of Sept-Iles, without building.

To be sold in block at the door of the Catholic church of the parish of St-Joseph, town of Sept-Iles, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1960, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time)

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, February 8, 1960. 53017-7-2

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, { **ROC INCORPORÉ**,
No. 22,396. { a body politic legally incorporated having a place

of business in the town of Sept-Iles, district of Saguenay, plaintiff, vs JEAN-MARIE BARBONI, living and residing in the town of Sept-Iles, district of Saguenay.

1. A lot of land known and designated under number part of thirty-five-two-A (P. 35-2-A), range one (1) according to the official plan and in the book of reference of the cadaster for the village of Sept-Iles, situated in the town of Sept-Iles, Letellier township, five feet (5) wide by one hundred (100) feet in depth, and bounded as follows: northwest, thirty-five-one-B-one (35-1-B-1), northeast, Brochu Avenue, southeast, residue of lot thirty-five-2-A (35-2-A), and on the southwest: thirty-five-one-B-two (35-1-B-2), with buildings.

2. A lot of land known and designated under number part of thirty-five-B-one (P. 35-1-B-1); of range one (1), according to the official plan and book of reference of the cadaster for the village of Sept-Iles, situated in the town of Sept-Iles, Letellier township, measuring fifty (50) feet in width and one hundred (100) feet in length and bounded as follows: northwest lot thirty-five-one-A-one (35-1-A-1), northeast, Brochu Avenue, southeast, thirty-five-two-A (35-2-A) and thirty-five-two-B (35-2-B) and on the southwest thirty-five-one-B-two (35-1-B-2). With buildings.

3. A lot of land known and designated under number part of thirty-five-one-B-two (P. 35-1-B-2), of range one (1) according to the official plan and in the book of reference of the cadaster for the village of Sept-Iles, situated in the town of Sept-Iles, Letellier township, measuring fifty (50) feet in width and one hundred and twenty-five (125) feet in length and bounded as follows: northwest by lots thirty-five-one-A-two (35-1-A-2), and northeast, lot thirty-five-one (35-1-B-1), southeast thirty-five-B-two (35-B-2) and southwest, lot thirty-five one-B-two (35-1-B-2). With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the catholic church door of the parish of St-Joseph, town of Sept-Iles, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1960, at THREE o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, February 8, 1960. 53018-7-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { **MATANE BUILDING**
N° 21,825. { **SUPPLIES LTD.**
corps politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires à Matane,
district de Rimouski et J. R. VIGNEAULT,
marchand, de la ville de Sept-Iles district de
Saguenay, demandeurs, vs **ATOMIC CON-**
STRUCTION LTD., corps politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires à Sept-Iles,
district de Saguenay et **ALEXANDRE GI-**
GNAC, contracteur, des mêmes lieux, défendeurs.

Le lot numéro mille neuf cent trente-quatre (1934) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du 2ième rang du canton Letellier, ville de Sept-Iles, mesurant soixante-quinze (75) pieds de largeur sur l'Avenue Laure à Sept-Iles et cent quatre pieds (104.45) point quarante-cinq de profondeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot numéro mille neuf cent trente-cinq (1935) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du 2ième rang du canton Letellier, ville de Sept-Iles, mesurant soixante-quinze (75) pieds de largeur sur l'Avenue Laure à Sept-Iles et cent quatre p'eds (104.45) point quarante-cinq de profondeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'acquéreur éventuel pourra devenir propriétaire en payant à la Couronne la somme de \$600.00 pour chaque lot.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse catholique de St-Joseph, Ville de Sept-Iles, le SEIZIÈME jour de MARS, 1960, à DIX heures de l'avant-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 8 février 1960. 53020-7-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { **DAME DALIMA ARSE-**
N° 21,206. { **NAULT**, épouse com-
mune de biens de Gérard
Talbot, domiciliée à Sept-Iles, dans le district de
Saguenay, demanderesse; vs **GÉRARD TALBOT**
domicilié en la ville de Sept-Iles, dans le district
de Saguenay, défendeur.

Les lots portant les numéro trois cent cinquante-neuf (359) et trois cent soixante (360) du rang 2, canton Letellier, en la ville de Sept-Iles, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse catholique de St-Joseph, en la ville de Sept-Iles, le SEIZIÈME jour de MARS, 1960, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 8 février 1960. 53021-7-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias

District of Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { **KAZIMIFRA OZEGOWS-**
N° 5460. { **KI**, veuve, domiciliée à
Ostrow, Wixp, Pologne; PRE-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski et Saguenay

Superior Court, { **MATANE BUILDING**
No. 21,825. { **SUPPLIES LTD.**
a body politic and corporate,
having its main place of business at Matane,
district of Rimouski and J. R. VIGNEAULT,
merchant, of the town of Sept-Iles, in the district
of Saguenay, plaintiffs; vs **ATOMIC CON-**
STRUCTION LTD., a body politic and corpo-
rate, having its main place of business at Sept-
Iles, district of Saguenay and **ALEXANDRE**
GIGNAC, contractor, of the same place, defend-
ants.

Lot number one thousand nine hundred and thirty-four (1934) of the official plan and book of reference of the 2nd range of the Letellier township, town of Sept-Iles, measuring seventy-five (75) feet in width on Laure Avenue at Sept-Iles and one hundred and four point forty-five (104.45) feet in depth, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Lot number one thousand nine hundred and thirty-five (1935) of the official plan and book of reference of the 2nd range of the Letellier township, town of Sept-Iles, measuring seventy-five (75) feet in width on Laure Avenue at Sept-Iles and one hundred and four point forty-five (104.45) feet in depth, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The perspective buyer will be able to become owner by paying to the Crown the sum of \$600.00 for each lot.

To be sold "en bloc" at the parochial catholic church door of St-Joseph, town of Sept-Iles, the SIXTEENTH day of MARCH, 1960, at TEN o'clock in the forenoon, (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, February 8, 1960. 53020-7-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski et Saguenay

Superior Court, { **DAME DALIMA ARSE-**
No. 21,206. { **NAULT**, wife common
as to property of Gérard
Talbot, domiciled at Sept-Iles, in the district of
Saguenay, plaintiff; vs **GÉRARD TALBOT**,
domiciled in the town of Sept-Iles, in the dis-
trict of Saguenay, defendant.

Lots bearing number three hundred and fifty-nine (359) and three hundred and sixty (360) of range 2, Letellier township, in the town of Sept-Iles, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial Catholic church door of St-Joseph, in the town of Sept-Iles, the SIXTEENTH day of MARCH, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, February 8, 1960. 53021-7-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias

District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { **KAZIMIFRA OZEGOWS-**
No. 5460. { **KI**, widow, domiciled
at Ostrow, Wixp, Poland;

ZEMYSŁAW OZEGOWSKI, médecin-chirurgien, domicilié à Ozarbow Szpital Poziatowy, Pologne, demandeurs vs **WALTER KRANCEVIC**, résident à Noranda, Qué., défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le numéro 1629 apparaissant au plan et livre de renvoi officiel de la cité de Noranda, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église du Sacré-Coeur de Noranda, P.Q., **MERCREDI**, le **SEIZIÈME** jour de **MARS** 1960, à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **J. H. CHARBONNEAU**.

Palais de Justice, Rouyn, 3 décembre 1959.
53019-7-2-o

PREZEMYSŁAW OZEGOWSKI, medical surgeon domiciled at Ozarbow Szpital Poziatowy, Poland, plaintiffs vs **WALTER KRANCEVIC**, domiciled at Noranda, Que., defendant.

As belonging to the defendant:

"A certain lot of land known and designated as lot number 1629 on the official plan and book of reference of the cadaster of the city of Noranda, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church Sacred Heart, Noranda, Que., on **WEDNESDAY** the **SIXTEENTH** day of **MARCH**, 1960, at **TWO** o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office, Sheriff,

Court House, Rouyn, December 3, 1959.
53019-7-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { **MAURICE BOLDUC**,
N° 20 389. { entrepreneur en plom-
berie, de 1144, rue King
Ouest, à Sherbrooke, district de St-François,
demandeur; vs **GASPARD LAPERLE**, autre-
fois de 1322 rue King Ouest, à Sherbrooke, et
maintenant de la rue Prunier, à Sherbrooke,
district de St-François, défendeur; et **SYLVE-
STRE & CHARRON**, régistrateur, bureau d'en-
registrement de Sherbrooke, 200 rue Bank, en
la cité de Sherbrooke, district de St-François,
mis-en-cause.

"Le lot N° 15-J-26-4 du rang 9 du canton
d'Ascot, avec bâtisse dessus construite".

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais
de Justice, Sherbrooke, **MERCREDI**, le **SEI-
ZIÈME** jour de **MARS** 1960, à **DIX** heures de
l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **JOSEPH LABRECQUE**.

Sherbrooke, ce 8 février 1960.

53022-7-2-o

[Première insertion, le 13 février 1960]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT**
N° 3182. { **AGRICOLE DU QUÉ-
BEC**, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, district
de Québec, requérant, vs **LÉON BOISVERT**,
cultivateur, domicilié à St-Adrien de Ham, comté
de Wolfe, district de St-François, intimé.

"Le lot numéro sept (7) du dixième rang du
canton de Ham, avec les bâtisses dessus con-
struites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Adrien de Ham, **MERCREDI**, le
SIXIÈME jour d'**AVRIL** 1960, à **DIX** heures
de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Le Shérif,

Sherbrooke, **JOSEPH LABRECQUE**.

ce 29 février 1960.

53217-10-2-o

[Première insertion le 5 mars 1960]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { **EMILIE DUBREUIL**,
District de Beauce, { industriel, St-Métho-
N° 21884. { de, demandeur, vs **LÉONI-
DAS LATULIPPE**, autre-

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { **MAURICE BOLDUC**,
No. 20 389. { plumbing contractor,
1144 King Street West, Sher-
brooke, district of St. Francis, plaintiff; vs
GASPARD LAPERLE, formerly of 1322 King
Street West, Sherbrooke, and now of Prunier
Street, Sherbrooke, district of St. Francis,
defendant; and **SYLVESTRE & CHARRON**,
registrar, Registry Office, of Sherbrooke, 200
Bank Street, in the city of Sherbrooke, district of
St-Francis, mis-en-cause.

"The lot No. 15-J-26-4 of range 9 of the town-
ship of Ascot, with building thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House,
Sherbrooke, on **WEDNESDAY**, the **SIX-
TEENTH** day of **MARCH** 1960, at **TEN**
o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,

Sheriff's Office, Sheriff,

Sherbrooke, this 8th of February 1960.

53022-7-2-o

[First insertion, on February the 13th, 1960]

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { **QUEBEC FARM CREDIT**
No. 3182. { **BUREAU**, body politic
and incorporated, having its
corporate seat at Quebec, district of Quebec,
applicant, vs **LÉON BOISVERT**, farmer, domi-
ciled at St-Adrien de Ham, county of Wolfe,
district of St-Francis, respondent.

"Lot number seven (7) of the tenth range of
the township of Ham, with buildings thereon
erected."

To be sold at the door of the parochial church
of St-Adrien de Ham, **WEDNESDAY** the
SIXTH day of **APRIL** 1960, at **TEN** o'clock in
the forenoon.

Sheriff's Office, **JOSEPH LABRECQUE**,

Sherbrooke, Sheriff,

February the 29th, 1960.

53217-10-2-o

[First insertion the 5th of March 1960]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { **EMILE DUBREUIL**,
District of Beauce, { manufacturer, St-Mé-
No. 21884. { thode, plaintiff, vs **LÉO-
NIDAS LATULIPPE**, for-

fois de Magog et maintenant d'Omerville, P.Q. défendeur.

"Les lots N° 2-C/21, rang 20 et N° 2-C/15, rang 19, du Canton de Magog-Bolton, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Jude, Omerville, MARDI, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 29 février 1960. 53218-10-2-o
[Première insertion, le 5 mars 1960]

merly of Magog, and now of Omerville, P.Q., defendant.

"Lots No. 2-C/21, range 20 and No. 2-C/15, range 19, of the township of Magog-Bolton, with buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold at the door of the parochial church of St-Jude, Omerville, TUESDAY, the FIFTH day of APRIL 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, February 29th, 1960. 53218-10-2-o
[First insertion, the 5th of March, 1960]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { LAURENTIDE ENTER-
N° 30457. { PRISES INC., corps lé-
galement constitué, ayant son
siège social en la cité de St-Jérôme, district de
Terrebonne, demanderesse vs GAËTAN LA-
FOREST, hôtelier de Brownsburg, district de
Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés en la possession du défendeur:

1° Un certain emplacement situé sur le côté nord de la rue Principale dans le village de Brownsburg, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme formant partie du lot numéro huit cent quinze (Ptie 815) mesurant cent pieds en front sur ladite rue et cent soixante-quinze pieds de profondeur (100' x 175') borné au sud par ladite rue, à l'ouest par la propriété de madame Stewart ou ses représentants, à l'est par la partie décrite au troisième paragraphe et au nord par la partie décrite au deuxième paragraphe; moins dépendant et à déduire dudit emplacement une partie du même lot située dans le coin sud-ouest dudit emplacement portant le même numéro, mesurant trente-quatre pieds de largeur en avant sur ladite rue et trente-huit pieds de largeur en arrière sur une profondeur de soixante-huit pieds, le tout mesure anglaise, borné en front par ladite rue, du côté ouest par le terrain de madame Stewart ou représentants et de tous autres côtés par le résidu de l'emplacement ci-haut décrit. Avec bâtisses.

2° Un certain morceau de terre situé à Brownsburg connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme formant partie du lot numéro huit cent quinze (Ptie 815) mesurant cent vingt-six pieds (126') plus ou moins de l'est à l'ouest et cinquante pieds (50') du nord au sud; borné au nord par partie du même lot appartenant à monsieur Séguin, à l'est par la prolongation vers le nord de la rue Bank, au sud par l'emplacement ci-après décrit au troisième paragraphe et à l'ouest par partie du même lot appartenant à M. Martin. Avec bâtisses.

3° Un certain emplacement situé sur le côté nord de la rue Principale dans le village de Brownsburg connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme formant partie du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent seize (Ptie 816-3) mesurant trente-sept

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { LAURENTIDE ENTER-
No. 30457. { PRISES INC., body le-
gally constituted, having its
head office in the city of St-Jérôme, district of
Terrebonne, plaintiff, vs GAËTAN LAFOREST,
hotel-keeper of Brownsburg, district of Terre-
bonne, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated in the possession of the defendant;

1. A certain emplacement situated on the north side of Principal street in the Village of Brownsburg, known and designated in the official plan and book of reference of the township of Chatham as forming part of lot number eight hundred and fifteen (P. 815) having a frontage of one hundred feet on the said street and one hundred seventy-five feet in depth (100' x 175') bounded on the south by the said street, on the west by the property of Mrs. Stewart or of her representatives, on the east by the part described in the third paragraph and on the north by the part described in the second paragraph; minus and to be deducted from said emplacement a part of the same lot situated in the south-west corner of said emplacement bearing the same number, measuring thirty-four feet in width in front on said street and thirty-eight feet in width in back by a depth of sixty-eight feet, all English measure, the frontage bounded by the said street, the west side by the land of Mrs. Stewart or representatives and all other sides by the residue of the emplacement described above. With buildings.

2. A certain lot of land situated at Brownsburg known and designated in the official plan and book of reference of the township of Chatham as forming part of lot number eight hundred and fifteen (P. 815) measuring one hundred and twenty-six feet (126'), more or less, from east to west and fifty feet (50') from north to south; bounded on the north by a part of the same lot belonging to Mr. Séguin, on the east by the prolongation towards the north of Bank street, on the south by the emplacement hereinafter described in the third paragraph and on the west by part of the same lot belonging to Mr. Martin. With buildings.

3. A certain emplacement situated on the north side of Principal street in the village of Brownsburg known and designated in the official plan and book of reference of the township of Chatham as forming part of lot number three of the official subdivision of the original lot number eight hundred and sixteen (P. 816-3)

pieds (37') de largeur sur une profondeur d'environ cent soixante-dix-neuf pieds (179'); borné au nord par l'emplacement ci-devant décrit au deuxième paragraphe, à l'est par la prolongation de la rue Bank, au sud par la rue Principale et à l'ouest par l'emplacement ci-devant décrit au paragraphe premier. Avec bâtisses.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église catholique de Brownsburg MERCREDI le SIXIÈME jour d'AVRIL 1960 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 29 février 1960. 53213-10-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 30386. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé ayant son siège social à Québec, requé-
rant, vs EUGÈNE PAQUETTE, cultivateur,
domicilié à Arundel comté d'Argenteuil, P.Q.,
intimé.

Avis de vente

Les immeubles suivants:

a) le lot de terre numéro dix-huit A (18a) du rang huit (8) du canton Arundel, des plan et livre de renvoi officiels dudit canton Arundel, contenant une superficie d'environ cent vingt acres, plus ou moins, avec maison et dépendances y érigés; moins et à distraire de ce lot l'emplacement d'Écoles originellement vendu par acte enregistré sous le N° 44746 et appartenant aujourd'hui à William McMahon par acte enregistré sous le N° 63486;

b) La moitié nord du lot numéro (38) trente-huit, (½-n. 38) des plan et livre de renvoi officiels du canton DeSalaberry, sans bâtisses."

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Jovite, comté de Terrebonne, JEUDI, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1960 à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, ce 29 février 1960. 53214-10-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 30365. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique incor-
poré ayant son siège social à Québec, requérant
vs ROGER TASSÉ, cultivateur domicilié à
St-Jovite, comté de Terrebonne, P.Q., défendeur.

Avis de vente

Les lots de terre numéros dix-sept et vingt (17 et 20) des plan et livre de renvoi officiels du canton DeSalaberry, avec maison et dépendances y érigées et contenant une superficie totale de cent treize acres:

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de St-Jovite, comté de Terrebonne, JEUDI, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1960 à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, ce 29
février 1960. 53215-10-2-o

measuring thirty-seven feet (37') in width by a depth of about one hundred and seventy-nine feet (179'); bounded on the north by the empla-
ment previously described in the second para-
graph, on the east by the prolongation of Bank
street, on the south by Principal street and on the
west by the emplacement previously described
in the first paragraph. With buildings.

To be sold "en bloc" at the door of the catho-
lic church of Brownsburg on WEDNESDAY
the SIXTEENTH day of APRIL, 1960 at
TWO o'clock p. m.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, February 29th, 1960. 53213-10-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 30386. { BUREAU, body politic
and incorporated, having its
head office at Quebec, petitioner, vs EUGÈNE
PAQUETTE, farmer, domiciled at Arundel,
county of Argenteuil, P.Q., respondent.

Notice of sale

The following immoveables:

a) lot of land number eighteen A (18a) of range
eight (8) of the Arundel township, on the official
plan and in the book of reference of the said
Arundel township, containing an area of about
one hundred and twenty acres, more or less, with
house and dependencies thereon erected, less and
to withdraw from this lot the emplacement of the
schools originally sold by registered deed under
No. 44746 and belonging today to William Mc-
Mahon by registered deed under No. 63486;

b) the north half of lot number (38) thirty-
eight, (½-n. 38) on the official plan and in the
book of reference of the DeSalaberry township,
without buildings."

To be sold "en bloc", at the parochial church
door of St-Jovite, county of Terrebonne, THUR-
SDAY, the SEVENTH day of APRIL, 1960, at
HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, February 29th, 1960. 53214-10-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 30365. { BUREAU, body politic
and incorporated, having its
head office at Quebec, petitioner, vs ROGER
TASSÉ, farmer, domiciled at St-Jovite, county
of Terrebonne, P.Q. defendant.

Notice of Sale

Lots of land numbers seventeen and twenty
(17 and 20) on the official plan and in the book of
reference for the township of DeSalaberry, with
house and dependencies thereon erected and
containing a total area of one hundred and
thirteen acres.

To be sold "en bloc", at the parochial church
door of St-Jovite, county of Terrebonne, THUR-
SDAY, the SEVENTH day of APRIL, 1960, at
ONE o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, this 29th day of
February, 1960. 53215-10-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **QUEBEC ACCEPTANCE**
N° 29545. CORPORATION, cor-
poration légalement consti-
tuée et ayant son bureau d'affaires à 336 rue
Labelle, à St-Jérôme, district de Terrebonne,
demandeur; vs **YVON CHALIFOUX**, camion-
neur, demeurant dans la paroisse de St-Faustin,
sud, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

Le lot ci-après désigné et en la possession du
défendeur:

"Le lot connu et désigné sur le N° P-8, rang
2, de la corporation de St-Faustin sud, canton
Wolfe, d'une superficie de 80 x 130, borné à l'ouest
par N° 9 du rang 2, de ladite corporation; au
sud et à l'est par une montée, au nord et au sud
par partie du lot P-8, rang 2, de la corporation
de St-Faustin sud, canton Wolfe, avec bâtisses
dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Faustin, comté de Terrebonne, **JEUDI**
le **SEPTIÈME** jour d'**AVRIL** 1960, à **ONZE**
heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **GEO. AUCLAIR**,
St-Jérôme, ce 29 février 1960. 53216-10-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **QUEBEC ACCEPTANCE**
No. 29545. CORPORATION, le-
gally incorporated corporation
and having its business office at 336 Labelle
Street at St-Jérôme, district of Terrebonne,
plaintiff; vs **YVON CHALIFOUX**, trucker,
residing in the parish of St-Faustin, south, dis-
trict of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The lot hereinafter designated and in pos-
session of the defendant:

"Lot known and designated on No. P-8,
range 2, of the corporation of St-Faustin south,
township of Wolfe, of an area of 80 x 130 bounded
on the west by No. 9 of range 2, of the said
corporation; on the south and on the east by
a uphill slope, on the north and on the south
by part of lot P-8, range 2, of the corporation of
St-Faustin south, township of Wolfe, with
buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of
St-Faustin, county of Terrebonne, **THURSDAY**,
the **SEVENTH** day of **APRIL**, 1960, at **ELEVEN**
o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **GEO. AUCLAIR**,
St-Jérôme, February 29, 1960. 53216-10-2

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 10**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Harrison vs Montagne	1045
Pelchat vs Forgues	1045

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1029
-----------------------------	------

AVIS DIVERS:

Belleterre Quebec Mines, Limited (Dist. de l'actif)	1048
Capital Developments Inc. (Directeurs)	1045
La Clinique de Réhabilitation pour Enfants Handicapés Inc. (Directeurs)	1047
L'Association des Employés de Trans- port de Ville St-Pierre (Formation)	1045
Mansions Radio Limited (Directeurs)	1047
Montreal Chapter, The National Secre- taries Association (International) (Di- recteurs)	1046
Redbrooke Estates Ltd. (Directeurs)	1047
Sales Sites Corporation (Directeurs)	1046
St. Lawrence Warehouse Inc. (Direc- teurs)	1047

CHARTES — ABANDON DE:

Beauséjour & Connolly Construction Inc.	1049
Belleterre Quebec Mines, Limited.	1049
Brunet Groceteria Ltée.	1049
Harmony Enterprises Ltd.	1048
Household Sundry Specialties Co. Inc.	1049
Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited.	1048
Québec Ammonia & Gas Exploration Limited.	1049

**COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES
AFFAIRES:**

Genefax Limited.	1050
-----------------------	------

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 10**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Harrison vs Montagne	1045
Pelchat vs Forgues	1045

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1029
--------------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:

Belleterre Quebec Mines, Limited (Dist. of assets)	1048
Capital Developments Inc. (Directors)	1045
La Clinique de Réhabilitation pour Enfants Handicapés Inc. (Directors)	1047
L'Association des Employés de Trans- port de Ville St-Pierre (Formation)	1045
Mansions Radio Limited (Directors)	1047
Montreal Chapter, The National Secre- taries Association (International) (Di- rectors)	1046
Redbrooke Estates Ltd. (Directors)	1047
Sales Sites Corporation (Directors)	1046
St. Lawrence Warehouse Inc. (Direc- tors)	1047

CHARTERS — SURRENDER OF:

Beauséjour & Connolly Construction Inc.	1049
Belleterre Quebec Mines, Limited.	1049
Brunet Groceteria Ltée.	1049
Harmony Enterprises Ltd.	1048
Household Sundry Specialties Co. Inc.	1049
Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited.	1048
Quebec Ammonia & Gas Exploration Limited.	1049

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Genefax Limited.	1050
-----------------------	------

COMPAGNIES DISSOUTES:

Air Tacker Co. Inc.	1054
Automation Products Inc.	1051
City House Furniture Inc.	1051
Earl F. O'Mara & Company Limited	1054
Hutchison Grocery & Provisions Ltd.	1052
International Electric Rouyn Limited	1053
J. A. Gosselin Sales Ltd.	1052
La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée	1053
La Petite Symphonie de Montréal — The Little Symphony of Montréal	1053
La Salle Textiles Inc.	1053
L'Association des Chevaliers de Gati-neau, Limitée	1055
Lido Development Corp.	1052
Manor Construction Ltd.	1050
N. & A. Film & Amusement Corpora-tion	1050
Petit Textiles Limited	1051
Plage Ste-Rose Limitée	1055
Stanley Enterprises Inc.	1054
Sterling Lands Limited	1055
Sterling Shirt & Overall Limited	1055
St. Lawrence Vinegar Company	1051

CURATELLE PUBLIQUE:

Egan, Thomas, succession	1056
--------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Barford	1060
Chicoutimi, paroisse	1056
Jacques-Cartier, cité	1057
St-Christophe-d'Arthabaska	1056
St-Jean-Port-Joli	1060
St-Pierre-de-l'Étang	1059
Val Senneville	1057

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Ste-Geneviève, paroisse	1060
St-Eustache, paroisse	1061
St-Laurent, paroisse	1061
Stoke, canton	1061

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Plombiers, région de Trois-Rivières (Modification)	1061
Services funéraires, Ile de Montréal et un rayon de 10 milles (Modification)	1063

LETTRES PATENTES:

Agences d'Assurance R. Dupuis Inc.	1030
Alma Air Service Ltd.	1031
Edmar Sportswear Contractors Ltd.	1031
J. E. Poitras Inc.	1031
J. Léon Levesque Inc.	1032
J. René Hébert Ltée	1032
Lague Express Inc.	1032
Les Entreprises Lux Inc.	1033
Les Placements Collin Ltée — Collin Investment Ltd.	1033
Les Produits Chimiques Empire Inc.	1033
L'Oeuvre des Terrains de Jeux des Trois-Pistoles	1034

COMPANIES DISSOLVED:

Air Tacker Co. Inc.	1054
Automation Products Inc.	1051
City House Furniture Inc.	1051
Earl F. O'Mara & Company Limited	1054
Hutchison Grocery & Provisions Ltd.	1052
International Electric Rouyn Limited	1053
J. A. Gosselin Sales Ltd.	1052
La Compagnie de Téléphone d'Yamaska Limitée	1053
The Little Symphony of Montreal — La Petite Symphonie de Montréal	1053
La Salle Textiles Inc.	1053
L'Association des Chevaliers de Gati-neau, Limitée	1055
Lido Development Corp.	1052
Manor Construction Ltd.	1050
N. & A. Film & Amusement Corpora-tion	1050
Petit Textiles Limited	1051
Plage Ste-Rose Limitée	1055
Stanley Enterprises Inc.	1054
Sterling Lands Limited	1055
Sterling Shirt & Overall Limited	1055
St. Lawrence Vinegar Company	1051

PUBLIC CURATORSHIP:

Egan, Thomas, Estate	1056
----------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Barford	1060
Chicoutimi, parish	1056
Jacques-Cartier, city	1057
St-Christophe-d'Arthabaska	1056
St-Jean-Port-Joli	1060
St-Pierre-de-l'Étang	1059
Val Senneville	1057

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Ste-Geneviève, parish	1060
St-Eustache, parish	1061
St-Laurent, parish	1061
Stoke, township	1061

LABOUR:

Industry or Trades of:

Plumbing, region of Trois-Rivières (Amendment)	1061
Undertakers' employees, Island of Montreal and a radius of 10 miles (Amendment)	1063

LETTERS PATENT:

Agences d'Assurance R. Dupuis Inc.	1030
Alma Air Service Ltd.	1031
Edmar Sportswear Contractors Ltd.	1031
J. E. Poitras Inc.	1031
J. Léon Levesque Inc.	1032
J. René Hébert Ltée	1032
Lague Express Inc.	1032
Les Entreprises Lux Inc.	1033
Collin Investment Ltd. — Les Place-ments Collin Ltée	1033
Les Produits Chimiques Empire Inc.	1033
L'Oeuvre des Terrains de Jeux des Trois-Pistoles	1034

L'Oeuvre des Vocations Sacerdotales du Diocèse de Mont-Laurier.....	1034
Lucien Lafrance Inc.....	1034
Maid-Rite Dress Inc.....	1035
Mattagami Service Inc.....	1035
Maurice Héroux Automobile Limitée..	1035
Meubles Lagacé Ltée — Lagacé Furniture Ltd.....	1036
Minerals & Chemical (1960) Ltd.....	1036
Normont Investment Corp.....	1036
Onit Building Supply Ltd.....	1037
Overseas Motors Inc.....	1037
Pettigrew Manufacturing Inc.....	1037
Pouliot Auto Ltée.....	1038
Professional Investment Associates, Inc.	1038
Purity Water Products Ltd.— Les Produits Aqueux Purity Ltée.....	1038
Quebec Reinforcing Steel Inc.....	1039
Rapids Shopping Centre Inc.....	1039
Rellin Uniform Co. Ltd.....	1039
Renodiffusion Inc.....	1040
Richelieu Milk Tankers Inc.....	1040
Rosemount Gas & Oil Inc.....	1040
Saguenay Salvage Ltd.— Saguenay Récupération Ltée.....	1041
St-Aubin Automobiles Ltée.....	1041
Samcy Investments Corp.....	1041
Sam's Sportswear Ltd.....	1042
Security Hardware Company.....	1042
S. E. Desmarais & Cie Ltée.....	1042
Service des Loisirs St-Pie X, de St-Martin.....	1043
Solid Builders Ltd.....	1043
Tallon & Bonapace Ltd.....	1043
Trapeze Shoes Corp.....	1044
Walnut Products Corporation.....	1044
Willroth Investment Co. Ltd.....	1044

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Mercantile Trust Company.....	1064
Security Insurance Company of New Haven.....	1064

SIÈGES SOCIAUX:

Mégantic Knitting Limited.....	1065
Quebec Pop Corn Inc.....	1066
Scrap & Surplus Ltd.....	1065
United Cutting Dies Ltd.....	1065
William Paterson & Company Inc.....	1066

SOUSSIONS:

Beaconsfield, ville.....	1066
Joliette, ville, comm. scolaire.....	1068
Longueuil, cité.....	1069
St-Cyrille-de-Wendover, munic. du village.....	1070
Victoriaville, ville.....	1072

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Villeneuve, Fernand.....	1073
--------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Baudrias vs Baudrias <i>et al.</i>	1074
--	------

VENTE POUR TAXES:

Chambly, ville.....	1075
---------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Bérubé vs Therrien.....	1076
Gagné vs Therrien.....	1077
Goulet vs Roy.....	1076

L'Oeuvre des Vocations Sacerdotales du Diocèse de Mont-Laurier.....	1034
Lucien Lafrance Inc.....	1034
Maid-Rite Dress Inc.....	1035
Mattagami Service Inc.....	1035
Maurice Héroux Automobile Limitée..	1035
Lagacé Furniture Ltd.— Meubles Lagacé Ltée.....	1036
Minerals & Chemical (1960) Ltd.....	1036
Normont Investment Corp.....	1036
Onit Building Supply Ltd.....	1037
Overseas Motors Inc.....	1037
Pettigrew Manufacturing Inc.....	1037
Pouliot Auto Ltée.....	1038
Professional Investment Associates, Inc.	1038
Purity Water Products Ltd.— Les Produits Aqueux Purity Ltée.....	1038
Quebec Reinforcing Steel Inc.....	1039
Rapids Shopping Centre Inc.....	1039
Rellin Uniform Co. Ltd.....	1039
Renodiffusion Inc.....	1040
Richelieu Milk Tankers Inc.....	1040
Rosemount Gas & Oil Inc.....	1040
Saguenay Salvage Ltd.— Saguenay Récupération Ltée.....	1041
St-Aubin Automobiles Ltée.....	1041
Samcy Investments Corp.....	1041
Sam's Sportswear Ltd.....	1042
Security Hardware Company.....	1042
S. E. Desmarais & Cie Ltée.....	1042
Service des Loisirs St-Pie X, de St-Martin.....	1043
Solid Builders Ltd.....	1043
Tallon & Bonapace Ltd.....	1043
Trapeze Shoes Corp.....	1044
Walnut Products Corporation.....	1044
Willroth Investment Co. Ltd.....	1044

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Mercantile Trust Company.....	1064
Security Insurance Company of New Haven.....	1064

HEAD OFFICES:

Mégantic Knitting Limited.....	1065
Quebec Pop Corn Inc.....	1066
Scrap & Surplus Ltd.....	1065
United Cutting Dies Ltd.....	1065
William Paterson & Company Inc.....	1066

TENDERS:

Beaconsfield, town.....	1066
Joliette, town, school comm.....	1068
Longueuil, city.....	1069
St-Cyrille-de-Wendover, munic. of the village.....	1070
Victoriaville, town.....	1072

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Villeneuve, Fernand.....	1073
--------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Baudrias vs Baudrias <i>et al.</i>	1074
--	------

SALE FOR TAXES:

Chambly, town.....	1075
--------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Bérubé vs Therrien.....	1076
Gagné vs Therrien.....	1077
Goulet vs Roy.....	1076

BEAUCE:		BEAUCE:	
Roy vs Roy	1177	Roy vs Roy	1177
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Central Mortgage & Housing Corporation vs Picher	1077	Central Mortgage & Housing Corporation vs Picher	1077
Paul Viau Limitée vs Drouin	1078	Paul Viau Limitée vs Drouin	1078
Théoret vs Les Héritiers de feu Albert Loiseau	1078	Théoret vs The Heirs of the late Albert Loiseau	1078
BEDFORD:		BEDFORD:	
Robert vs Popiel	1079	Robert vs Popiel	1079
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Chicoutimi Automobile Ltée vs Gamache	1079	Chicoutimi Automobile Ltée vs Gamache	1079
HULL:		HULL:	
Brabant vs Moreau	1080	Brabant vs Moreau	1080
Larose vs Dagenais	1081	Larose vs Dagenais	1081
L. Bonhomme & Fils Ltée vs Duval	1080	L. Bonhomme & Fils Ltée vs Duval	1080
MONTREAL:		MONTREAL:	
Caisse Nationale d'Économie vs Cossette	1081	Caisse Nationale d'Économie vs Cossette	1081
Home Builders Supply Co. Inc. vs Wakefield Enterprises Ltd.	1081	Home Builders Supply Co. Inc. vs Wakefield Enterprises Ltd.	1081
NICOLET:		NICOLET:	
La Caisse Populaire de St-Célestin vs Fréchette	1082	La Caisse Populaire de St-Célestin vs Fréchette	1082
PONTIAC:		PONTIAC:	
Risto vs McKinnon	1082	Risto vs McKinnon	1082
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Auclair vs Arsenault	1083	Auclair vs Arsenault	1083
Labrecque vs La jeunesse	1083	Labrecque vs Lajeunesse	1083
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Arsenault vs Talbot	1085	Arsenault vs Talbot	1085
Matane Building Supplies Ltd vs Atomic Construction Ltd <i>et al.</i>	1085	Matane Building Supplies Ltd vs Atomic Construction Ltd <i>et al.</i>	1085
Pelletier vs Bernier	1083	Pelletier vs Bernier	1083
Roco Incorporé vs Barboni	1084	Roco Incorporé vs Barboni	1084
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
Ozegowski vs Ozegowski	1085	Ozegowski vs Ozegowski	1085
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Bolduc vs Laperle	1086	Bolduc vs Laperle	1086
Dubreuil vs Latulippe	1086	Dubreuil vs Latulippe	1086
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Boisvert	1086	Quebec Farm Credit Bureau vs Boisvert	1086
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Laurentide Enterprises Inc. vs Laforest	1087	Laurentide Enterprises Inc. vs Laforest	1087
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Paquette	1088	Quebec Farm Credit Bureau vs Paquette	1088
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Tassé	1088	Quebec Farm Credit Bureau vs Tassé	1088
Quebec Acceptance vs Yvon Chalifoux	1089	Quebec Acceptance vs Yvon Chalifoux	1089